

Conférence Publique, questions et réponses (1)

J. POSADAS

3 et 4 Juillet 1978

Chers camarades,

Je vous salue avec affection et fraternité communistes. C'est une joie de rencontrer dans cette réunion des camarades qui ont la même préoccupation que notre mouvement.

L'objectif de la IVe Internationale Posadiste, dans un sens historique général, est de contribuer, d'impulser le développement d'un courant dans les partis communistes et les Etats ouvriers (pays socialistes) vers un retour au programme marxiste.

Ce problème ne se pose plus dans les mêmes termes et dans les mêmes conditions objectives qu'en 1940. L'objectif reste le même, mais les conditions changent. Elles sont plus favorables, dans une certaine mesure, et en ligne générale. Mais il y a aussi une question de temps, dans la mesure où nous ne disposons pas de la force suffisante, dans le temps nécessaire, pour accomplir cette tâche. Il faut influencer, dans le sens du retour à la méthode marxiste, mais il faut le faire dans le cours même d'un vif affrontement système contre système. Il ne s'agit plus seulement d'un parti communiste ou d'un autre, ou du pouvoir. Ces éléments-là existent certes: il y a les conditions dans certains pays pour que les partis communistes prennent le pouvoir, même électoralement. Cependant, la tâche essentielle est celle de l'affrontement système contre système.

Le régime capitaliste se prépare à riposter en tant que régime, et avec tous les moyens dont il dispose, qui vont des massacres en Afrique du Sud, au Zaïre, à la guerre atomique et à l'utilisation d'armes atomiques, et la guerre elle-même comme moyen de maintenir le pouvoir capitaliste. Et du côté des Etats ouvriers et des partis communistes, le problème n'est plus le même qu'à l'époque de Staline ou à l'époque immédiatement postérieure à Staline.

L'affrontement système contre système est chaque fois plus évident, plus fréquent, et plus décisif. Le système capitaliste, en tant que tel, sent le progrès de la révolution socialiste. Il sent ce progrès constant, même si ce processus avance avec empirisme, avec des directions bureaucratiques, ou des directions comme celle de la Chine qui font une politique anti-soviétique. Le progrès de l'humanité, de l'histoire, de l'économie, de la science, de la culture et de la technique, se réalise en supprimant le régime capitaliste, en s'opposant à ce régime, et dans un mouvement ascendant de transformations sociales, allant des plus limitées aux plus élevées. Sur le plan mondial, entre le processus le plus minime et le processus le plus élevé, il y a une échelle ininterrompue de révolution permanente.

Il y a une révolution permanente dans le processus révolutionnaire en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, et dans le progrès des Etats ouvriers. Ce progrès n'est ni complet, ni déterminé par un programme et des normes; mais l'affrontement de plus en plus grand entre le régime capitaliste et la montée de l'humanité, fait que le progrès de l'humanité doit s'allier aux Etats ouvriers.

Les Etats ouvriers doivent s'allier au progrès de l'humanité. L'Angola, le Mozambique, Cuba: tous les mouvements de progrès trouvent un allié naturel dans les Etats ouvriers. Ils y trouvent un appui, même si ce n'est pas tout l'appui nécessaire, et ils y trouvent un front unique contre le système capitaliste. Ce front unique n'est pas déterminé par un programme, par des objectifs précis anti-capitalistes, mais il résulte du heurt chaque fois plus grand avec le système capitaliste.

Le critère pour observer ce processus est de mesurer l'ascension, depuis 1948 à aujourd'hui, des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires, c'est-à-dire des pays qui se développent dans le cours d'une lutte et qui, sans parvenir à renverser et à éliminer tout le système capitaliste, en éliminent l'essentiel, et sont obligés pour avancer de continuer vers l'abolition du capitalisme. Un exemple en est donné par l'Algérie, la Guinée Bissau. Ce sont des Etats révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'une nouvelle étape, mais de conditions nouvelles dans lesquelles on peut préciser, sur une simple observation, la quantité de pays qui sans être des Etats ouvriers ont déjà éliminé l'essentiel du capitalisme. Ils maintiennent encore certaines formes de pouvoir intérieur lié au capitalisme, ou à des secteurs qui peuvent favoriser l'économie capitaliste, comme c'est le cas pour l'Algérie.

Nous qualifions ces pays d'Etats révolutionnaires parce qu'ils manifestent des conditions nouvelles qui n'existaient pas à l'époque de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et qui n'étaient pas prévues par eux. Ils ne pouvaient pas les prévoir, car celles-ci résultaient de forces mondiales. Si l'impérialisme français qui dominait l'Algérie avait pu poursuivre sa politique, il serait toujours là; il aurait continué, comme il l'a fait pendant vingt ans, sa politique de conciliation avec les couches bourgeoises locales. Il a dû s'en aller car il a été chassé par le mouvement révolutionnaire algérien. Celui-ci n'a pu établir un nouveau pouvoir, dans un sens bourgeois, comme le voulaient Ben Khedda, Ferrât Abas et Ben Bella (2). Le mouvement de Boumédienne allait plus loin. Il exprimait plus directement la volonté des masses, la pensée et la nécessité de progrès des masses. L'Algérie ne pouvait pas se limiter à chasser l'impérialisme français pour progresser, elle devait développer son économie. Il n'y avait pas de conditions pour faire un Etat ouvrier: la volonté de combat existait mais il manquait la direction politique. Cette direction politique avait éliminé l'essentiel de l'impérialisme français, mais non l'essentiel du système capitaliste. Dans les campagnes, la production agricole était, et est encore, pour une part essentielle, entre des mains privées. Cela provoque une pression constante sur l'économie, qui tend vers l'Etat ouvrier et vers la suppression du capitalisme: c'est ce que nous appelons l'Etat révolutionnaire.

Pour poursuivre son progrès et pouvoir développer son économie, ce pays doit éliminer entièrement toute forme de production capitaliste. C'est un Etat révolutionnaire qui ne peut s'arrêter aux conquêtes anti-capitalistes qu'il a déjà accomplies, car il court le danger constant de subir la pression et la poussée des intérêts capitalistes. Il faut conduire la politique économique et sociale vers l'élimination du système capitaliste: tel est le processus actuel en Algérie. C'était aussi le processus qui existait en Angola, au Mozambique et au Vietnam dans leur première étape, et maintenant ce sont des Etats ouvriers.

Des problèmes nouveaux se posent, mais dans leur essence, ils sont toujours les mêmes que ceux posés par Marx et repris ensuite par Lénine et Trotsky. Il y a un processus permanent de

la révolution qui s'influence mais qui connaît différentes phases et a besoin d'une direction. Comme il n'y a pas de direction consciente, la base historique du processus peut avancer car elle est puissante, mais elle le fait avec des interruptions. Tels sont les processus révolutionnaires d'aujourd'hui. La qualification d'Etat révolutionnaire ne signifie pas l'introduction d'un nouvel élément de qualification historique, mais une définition concrète d'un processus qui doit atteindre le niveau de révolution prolétarienne, d'Etat ouvrier. C'est un processus permanent de la révolution, qui prend cette forme dans ces pays.

Un autre aspect de la révolution permanente est qu'il est nécessaire de considérer ces étapes et ces processus pour que les Etats ouvriers eux-mêmes puissent atteindre leur niveau le plus avancé. C'est ce que ne font pas les partis communistes, ni les partis socialistes, ni le vieux trotskysme. Le vieux trotskysme s'en tient à des conceptions de principes, mais non à l'application programmatique dans le processus concret. C'est pour cette raison qu'il ne comprend pas encore le processus existant dans le monde et dans les Etats ouvriers.

Nous nous appelons trotskystes-posadistes pour nous différencier des autres. N'importe qui a le droit de s'appeler trotskyste, mais autre chose est de préciser quelle est la fonction du trotskysme à l'étape actuelle. A notre avis, voilà ce qui décide. Il faut comprendre ces mouvements et les aider à progresser. Il n'y a pas de délai historique pour construire un nouveau parti, un nouveau mouvement révolutionnaire, mondial ou local. Cependant, dans certains pays, d'Amérique Latine par exemple, il est possible de construire de nouveaux mouvements ayant une certaine base de masses. C'est plus difficile en Europe, car il n'y a pas les conditions historiques pour cela. Quelle est donc la fonction du trotskysme dans cette phase, alors que les partis communistes restent en deçà de la nécessité historique d'abattre le système capitaliste?

Nous nous appelons trotskystes-posadistes pour nous séparer du vieux mouvement trotskyste - dont je suis moi-même le plus vieux, car les autres vieux trotskystes n'y sont plus - et pour préciser quelle est notre fonction aujourd'hui, comment se développe la révolution permanente. Nous voyons la révolution permanente en Algérie, de même qu'en Angola et au Vietnam. Mais les niveaux varient entre l'Angola, le Vietnam et l'Algérie. Le Vietnam a une direction avec un programme de transformations socialistes, qui prend des mesures très profondes dans ce sens. En Algérie et en Angola, elle le fait moins. Mais le programme des Angolais et des Mozambicains est celui de la révolution permanente: la transformation continue, ininterrompue, avec l'intervention de toute la population, et la tendance à l'égalisation des salaires.

Au Vietnam, on a liquidé toutes les formes de propriété privée, grande et petite. On a concentré entre les mains de l'Etat, et celui-ci entre les mains de comités, le contrôle de la direction de l'économie et de la société. Il y a sans aucun doute des conceptions bureaucratiques, un manque de moyens économiques. Mais au lieu de s'appuyer sur le stimulant individuel, de l'intérêt pour la propriété ou de l'intérêt pour un salaire plus élevé, les Vietnamiens ont tout étatisé, tout planifié, et exproprié tous les Chinois qui étaient des bourgeois. Il s'agissait de bourgeois chinois, tout comme il y a des nord-américains bourgeois. Ces 400.000 bourgeois chinois étaient une base d'appui du vieux mouvement qui subsistait encore au Vietnam.

Le Vietnam n'a pas de moyens économiques. L'aide de l'Union Soviétique est importante, mais

elle est encore limitée, et porte surtout sur le matériel militaire. Cependant, les Vietnamiens décident de tout faire passer à la propriété de l'Etat et de planifier la production comme un Etat socialiste, d'intégrer la population à la direction pour aborder les problèmes de l'économie et de la société. Ils le font encore bureaucratiquement et de façon incomplète, mais ils progressent dans la conception d'unir l'économie au développement social, scientifique et politique de la population. Il n'y a pas de programme planifié, ni de développement cohérent, harmonieux, mais la nécessité même les pousse dans cette voie. Pour agir ainsi, ils ne se basent pas seulement sur l'existence des autres Etats ouvriers dans le monde, mais surtout sur l'intervention, la capacité, la volonté des masses et l'expérience de la direction vietnamienne.

Le Mozambique est un Etat sans moyens économiques. L'impérialisme portugais, en partant, n'a rien laissé. Il a tout détruit: les maisons, les autos, les conduites d'eau, les installations électriques. Les Angolais et les Mozambicains n'avaient rien. L'impérialisme américain et allemand leur a offert une certaine aide, mais ils l'ont refusée et ont décidé de se constituer en pays socialiste, et de suivre des mesures sociales d'élévation de la population pour diriger le pays. La population intervient dans ces pays, plus que dans tout autre.

Les Mozambicains ont élevé la fonction de la femme et de l'enfant. Ceux-ci interviennent dans la construction du pays comme des dirigeants: l'enfant de dix ans intervient dans les discussions politiques, exprime ses pensées, participe à tous les problèmes, et est un constructeur de l'Etat ouvrier. Il en est de même au Vietnam et en Angola. Il s'agit de directions bureaucratiques, dans le sens où elles ne développent pas l'expérience objective, la discussion, le programme, la vie intérieure sur la base de la compréhension marxiste. Elles le font dans un sens très général et s'appuient surtout sur l'expérience des autres Etats ouvriers. Mais la pression de la nécessité ne leur permet plus de s'arrêter, d'interrompre la montée révolutionnaire et de pactiser avec le capitalisme. La volonté des masses et leur propre compréhension les poussent à prendre des mesures socialistes d'étatisation. Elles ont cette compréhension - même limitée et bureaucratique - parce qu'elles expriment une élévation qui n'est pas seulement angolaise ou mozambicaine, mais mondiale, des relations de forces favorables au développement de la lutte anti-capitaliste, même en tenant compte de la guerre atomique que prépare le capitalisme.

Il y a un progrès constant dans les Etats ouvriers sur le plan scientifique, économique et social, alors qu'il se trouve limité sur le plan politique. Le prolétariat de l'Etat ouvrier allemand et de l'Union Soviétique donne une partie de son salaire pour aider le processus de la révolution en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Il ne donne pas seulement un jour de salaire, mais toute une partie de son salaire. Les syndicats déduisent une partie du salaire pour envoyer de l'aide en Angola, au Mozambique et au Vietnam. Tous les syndicats des Etats ouvriers agissent ainsi, à plus ou moins grande échelle: Ce sont les Allemands et les Soviétiques qui le font avec le plus de décision. Cela exprime une relation plus élevée qu'avant des Etats ouvriers avec le processus mondial de la révolution.

D'autre part, l'économie des Etats ouvriers s'est développée à un niveau très élevé. D'ici cinq ans en URSS, il y aura une pièce d'habitation par habitant. Le loyer vaut 3% du salaire, alors que dans le régime capitaliste, il peut valoir jusqu'à 50% ou même 70% du salaire. Les dépenses de transport dans les Etats ouvriers reviennent à 0,001% du salaire. Les conditions

alimentaires, vestimentaires, sont inférieures, mais les relations humaines, les contacts entre les gens, sont infiniment supérieurs. Il y a une expansion constante de l'Etat ouvrier pour impulser le progrès du monde.

La bureaucratie n'a pas pour autant acquis la compréhension de la nécessité de la révolution socialiste et du développement du socialisme mondial. Mais inexorablement, le développement économique et social des Etats ouvriers les fait entrer en heurt avec le système capitaliste. Staline, à son époque, a concilié avec le système capitaliste et a trahi l'Espagne.

Aujourd'hui, l'Union Soviétique doit défendre le Vietnam. Or, il était plus facile de trahir le Vietnam que de trahir l'Espagne. Elle a dû défendre la Corée, Cuba et la Chine malgré Staline qui a voulu imposer à Mao Tsé Toung l'alliance avec Tchang Kai Chek (3). Mao Tsé Toung le rejeta, à juste titre. Staline voulait imposer à Tito un accord avec le roi Michel de Yougoslavie et Tito refusa. Mais aujourd'hui, le développement économique et social des Etats ouvriers s'est étendu à échelle mondiale, et stimule la lutte mondiale des masses, et les Etats ouvriers sont à leur tour stimulés par cette lutte, contre cette arriération du monde que signifie le système capitaliste.

Le capitalisme voit qu'il y a chaque jour et chaque semaine un nouveau processus de mouvements anti-capitalistes. Les Etats ouvriers, et en particulier l'Union Soviétique, sentent qu'ils ne peuvent plus développer l'économie et pactiser en même temps avec le système capitaliste. Ils ne peuvent faire un accord avec lui sans que cela provoque un heurt de plus en plus grand avec les intérêts et les besoins objectifs du développement de n'importe quel Etat ouvrier. Chaque Etat ouvrier a besoin d'étendre ses propres formes de propriété et de production aux autres pays du monde.

Il n'y a pas de possibilité de conciliation avec le capitalisme. Ils peuvent concilier aux Nations-Unies ou dans un accord temporaire, mais ils ne peuvent le faire historiquement. C'est le point de vue historique qui décide maintenant: régime capitaliste ou Etat ouvrier. Cet affrontement est à portée de la vue, il est chaque fois plus fréquent. Il y a eu l'affrontement en Corée où le front unique des Etats ouvriers, y inclus la Chine, a écrasé l'impérialisme yankee. Il y a eu le front unique à Cuba qui a vaincu l'impérialisme, le front unique en Angola, au Mozambique, à Madagascar. Le front des Etats ouvriers s'élargit, indépendamment et en dépit des limitations politiques et bureaucratiques de ces directions. Aucun Etat ouvrier, de la Chine à l'Union Soviétique, ne peut avancer et se développer, sans le faire aux dépens du système capitaliste. Il doit par conséquent appuyer les mouvements de libération anti-capitalistes, même s'il le fait avec beaucoup de limitations politiques ou militaires. C'est l'inverse de ce qui se passait à l'étape de Staline. Aujourd'hui, les Etats ouvriers doivent donner leur appui, car leur propre existence en dépend. Telles sont les relations mondiales de forces: Etats ouvriers contre Etats capitalistes.

Les Etats ouvriers ont besoin, pour se maintenir, d'élargir et d'étendre la planification à échelle mondiale. L'Etat ouvrier ne peut se développer autrement. La direction politique des Etats ouvriers n'est pas la même qu'à l'époque de Staline. Elle garde encore une conception bureaucratique qui vient de l'époque de Staline, mais la direction objective, politique,

his-torique, n'est plus la même. Maintenant, elle est contre le système capitaliste. L'Etat ouvrier n'a pas comme ennemi le prolétariat, le paysan, ni même le petit-bourgeois. Son ennemi c'est le régime capitaliste. Même s'ils ne le proclament pas, tous les mouvements qu'ils font vont dans ce sens. Ils appuient Madagascar, le Mozambique, l'Angola, la Guinée, le Laos, le Cambodge, l'Algérie, la Libye. Ils doivent appuyer tous les mouvements de libération, même s'ils défendent des intérêts bureaucratiques. Les relations de forces mondiales sont telles qu'ils ne peuvent plus concilier avec le système capitaliste. Leur politique actuelle est de coexistence et non de concilia-tion. C'est une coexistence transitoire et qui change constamment. Le Mozambique et Madagascar le montrent.

Madagascar était un pays arriéré, et il est aujourd'hui très avancé. Il n'a rien économiquement, mais il a décidé de se constituer en Etat ouvrier. Ils ne l'appellent pas ainsi, ils disent: Etat révolutionnaire. Nous y avons contribué. La Constitution de Madagascar dit: "Nous sommes un Etat révo-lutionnaire en marche vers le socialisme". Ils ont créé des organes (les fokonolonas) qui signifiaient un progrès face aux organes bourgeois, bien qu'ils ne sortaient pas encore de l'ordre bourgeois. Nous avons expliqué que ces organes étaient bourgeois et qu'ils ne pouvaient servir à un progrès écono-mique et social. Nous disions qu'il fallait, sans les supprimer, former des cellules pour les diriger. C'est ce qui se passe actuellement à Madagascar: ils ont fait des cellules qui discutent de l'économie et qui interviennent dans les fokonolonas.

Il en est de même au Mozambique, en Libye, en Angola. Le mouvement militaire libyen est devenu un mouvement de transformations sociales en constante élévation. La Libye est pauvre en agriculture et en industries, mais très riche en pétrole. La direction libyenne emploie la richesse issue du pé-trole à développer le pays. Elle ne le fait pas tout à fait bien, mais elle a cette intention. L'Arabie Saoudite, qui a le même pétrole que la Libye, l'emploie à créer l'oligarchie alliée à l'impérialisme, et est un soutien de l'impérialisme au Moyen-Orient. La Libye est le soutien et l'alliée des Etats ouvriers pour impulser les mouvements de libération. Ses dirigeants ont encore des conceptions mystiques musulmanes, mais ils ont estimé que Mahomet parlait aussi de socialisme à son époque. Ils ont incorporé Mahomet à la construction du socialisme, et ils l'ont fait coïncider avec le socialisme, alors que la religion musulmane interdit cela. Les dirigeants libyens développent la révolution socialiste, alors que l'Etat ouvrier est contre les préceptes et les codes de la religion musulmane.

Les Etats ouvriers défendent Cuba, bien que l'impérialisme yankee soit encore présent à Cuba avec une base atomique. Cependant, Cuba exporte des soldats, des armes, des idées, un programme et une politique. Les Cubains disaient avant: "La révolution ne s'exporte pas". Mais nous disions: "Si, elle s'exporte! La révolution est un principe et non un fait mili-taire, ce dernier est seulement la forme matérielle d'exécuter le principe de la révolution. La révolution signifie programme, politique, objectifs. Les moyens militaires décident quand le programme est derrière eux". Les Cubains disaient que la ré-volution ne s'exportait pas. Nous avons dit qu'il fallait au contraire l'exporter. Et maintenant, Cuba est allé en Angola, au Mozambique, au Vietnam, en Ethiopie, et exporte la révolu-tion. Il n'est pas allé appuyer des mouvements révolution-naires, mais impulser des mouvements anti-capitalistes.

A mesure que ce processus avance, la force des Etats ou-vriers augmente. La capacité

théorique, politique et program-matique n'augmente pas dans la même mesure. Le pouvoir objectif, militaire, économique, augmente, mais la compréhens-ion politique, historique, théorique reste très en arrière.

Pourtant, ces progrès sont visibles. Le progrès des Etats ouvriers s'exprime sous diverses formes. Mais l'aspect dé-terminant est l'exemple qu'ils montrent de ce que le progrès de n'importe pays, des Etats-Unis à la Grèce, ne peut se faire que dans la lutte contre le système capitaliste. Pour concrétiser ce progrès, il faut aller vers la suppression du capitalis-me. Il y a une compréhension assez élevée de cette conclusion dans les Etats ouvriers.

La nouvelle Constitution Soviétique contient certains prin-cipes très bons. Ce sont ceux-là qui vont décider, même si les autres ne sont pas tous bons. Par exemple: "C'est le parti et non le gouvernement qui programme et dirige la politique, la société et l'économie en Union Soviétique". C'est là un principe marxiste. Le fait qu'il soit formulé maintenant indique une lutte interbureaucratique immense. C'est un principe dirigé contre l'aile bureaucratique qui imposait au parti et au pays, au travers de l'appareil de l'Etat, la politique de conciliation bureaucratique avec le capitalisme. La prédominance du parti peut permettre, par contre, une influence plus grande des syn-dicats, des ouvriers, de la population. C'est avec ce principe que Lénine et Trotsky avaient mené la lutte en Union Soviétique: "Etat indépendant du parti" et "Le parti décide". Le parti n'est pas encore indépendant de l'Etat actuellement en URSS, mais c'est lui qui décide.

L'autre clause de la Constitution déterminant le caractère de l'URSS dit: "La fonction historique de l'URSS est de s'étendre à échelle mondiale, d'appuyer tout mouvement de libération nationale et sociale". Elle ne parle pas de lutte anti-impérialisme ou anti-capitaliste, mais de "libération nationale et sociale". Voilà deux principes fondamentaux qui déterminent le cours de l'Union Soviétique actuelle: c'est de l'anti-stalinisme!

Ces principes ne sont pas soutenus de façon constante et permanente. Il n'y a pas la direction politique qui serait néces-saire pour les appliquer. Mais l'URSS n'a pas d'autre remède que de les formuler : indépendamment de ce qu'ils veulent ou non, ils sont obligés de faire ainsi, sinon l'impérialisme leur tombe dessus.

L'Union Soviétique était le seul Etat ouvrier à l'époque de Lénine et de Trotsky. Les partis communistes étaient minus-cules. Le Parti Communiste Français était le seul grand parti, mais il a subi un recul après la mauvaise expérience du Front Populaire. Le Parti Communiste Italien était petit et il y avait le fascisme. Le Parti Communiste Allemand fut réduit à rien après avoir commis les erreurs monstrueuses de faire une politique contre les socialistes, et permettre ainsi la montée d'Hitler. Il y avait très peu de partis communistes. Aucun parti communiste actuel ne tire l'expérience de ces faits.

De nouveaux Etats ouvriers se sont constitués, comme conséquence de la guerre, et sur la base de la volonté de transformations sociales des masses d'Europe et du monde, et de l'intervention de l'armée soviétique qui empêcha Staline de répéter une situation comme celle de l'Espagne. C'est l'armée soviétique qui l'en a empêché. Il y avait donc une force puis-sante en Union Soviétique. Les masses auraient pu se soulever contre Staline et laisser Hitler triompher. Mais les masses soviétiques ont écrasé Hitler, et ont délogé Staline ensuite: elles

faisaient preuve d'une conduite et d'une compréhension très élevées.

L'impérialisme cherche à gagner du temps historique. Il n'a pas la force pour décider le cours de l'histoire. Il a des armes atomiques très puissantes, mais l'Etat ouvrier soviétique et les autres Etats ouvriers en ont aussi. Ils ont des armes aussi puissantes, et même plus que celles de l'impérialisme yankee. Si ce dernier avait la suprématie militaire et sociale, il aurait fait la guerre depuis longtemps. Il ne la fait pas parce qu'il n'a pas la certitude de la gagner. L'impérialisme yankee qui dirige le capitalisme mondial sent que, même s'il est supérieur à l'URSS sous certains aspects, il lui est inférieur en général. La comparaison militaire est importante, mais non décisive. L'impérialisme yankee mesure socialement et voit que tout progrès va contre le système capitaliste. Aucun mouvement ne fait marche arrière, tandis que le système capitaliste n'a rien récupéré de ce qu'il a perdu, et sent toute la montée des manifestations, des expressions de volonté de changements sociaux. Sans cela, il aurait déjà fait la guerre.

Le soulèvement au Mozambique avance directement vers la transformation de la société, l'élimination de la propriété privée. Le Mozambique chasse l'impérialisme portugais, supprime le capitalisme et se déclare Etat socialiste, même sans disposer d'aucun moyen économique. Le capitalisme n'a pas récupéré un seul pays, alors que les Etats ouvriers influencent constamment, et que tout mouvement social tend à accomplir des transformations sociales. Ce processus est inexorable. Il n'y a pas un mouvement, aussi petit soit-il, qui ne revendique les transformations sociales.

Ce processus ne s'exprime pas encore dans les partis communistes. L'effet qu'il produit sur eux est très inférieur à sa portée réelle. Le progrès de la lutte mondiale révolutionnaire anti-capitaliste de l'Angola, du Mozambique, signifie une concurrence pour les vieux appareils des Etats ouvriers, des partis communistes, qui entrent en conflit avec eux, sans leur être pourtant antagoniques: le Vietnam, le Laos, Cuba, la Corée, le Mozambique, la Libye, l'Algérie, l'Angola, Madagascar, le Yémen. Ces vieux appareils s'affrontent à ces nouveaux mouvements, mais ils ne leur sont pas antagoniques comme le fut Staline contre la révolution espagnole. Ils se heurtent aux révolutions montantes, mais ces appareils ne peuvent étouffer ou écraser la révolution, car eux-mêmes doivent supprimer le capitalisme pour vivre. Voilà un aspect essentiel du rapport des forces mondial.

L'autre aspect est la crise du système capitaliste qui ne cesse de s'étendre, de s'élever et de s'amplifier. Le développement mondial de la révolution en est la base essentielle. L'autre cause, qui tout en étant très importante est quand même secondaire, est la crise économique normale du système capitaliste. Il ne s'agit pas seulement de tel ou tel pays, mais de tout le système capitaliste.

Chaque pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, et en partie d'Europe, qui cherche à progresser, prend la voie de l'Etat ouvrier. Cela limite la capacité du système capitaliste et empêche d'exporter la crise ou d'exporter des capitaux. Le système capitaliste est encerclé par la révolution. Il y a non seulement l'Union Soviétique, la Chine, le Vietnam, mais l'ensemble des Etats révolutionnaires et les luttes des masses du monde qui cherchent à se libérer de l'oppression de la propriété privée. Il y a en plus la crise normale du système capitaliste. Pour

vivre, le système capitaliste doit faire la concurrence aux Etats ouvriers, et avec lui-même, sur le plan économique, dans la production, dans les échanges mondiaux.

L'impérialisme yankee n'a diminué en rien sa concurrence avec l'Allemagne capitaliste, l'Angleterre, le Japon, la France. Il cherche à atténuer celle-ci et à établir des accords. Ils font la "Commission des Neuf", celle "des Onze", la "Commission du Marché Commun". Ils font constamment des accords en agriculture en donnant des subventions pour empêcher de produire afin de maintenir le niveau des prix; il y a une surproduction de beurre, de tomates, de fruits, de légumes, de sucre, de viande, et ils paient pour l'éliminer.

L'Argentine et l'Uruguay offrent de la viande à la moitié des prix actuels sur le marché européen, mais le Marché Com-mun n'en veut pas, car cela va contre les grands producteurs, surtout français et anglais, qui veulent conserver leurs énormes bénéfices et qui maintiennent les prix élevés. Cepen-dant, les Etats ouvriers exportent, pour ceux qui le peuvent, en offrant des prix très concurrentiels par rapport au système capitaliste.

Par ailleurs, le système capitaliste doit éliminer des ou-vriers. Dans une usine de 10.000 ouvriers, on en élimine 5.000, tandis que la production augmente sur la base de la technification. L'usine n'a pas besoin de main d'oeuvre, mais de machines pour diminuer le coût de production, et pour faire la concurrence entre pays capitalistes et avec les Etats ou-vriers; et aussi pour avoir un revenu permettant de payer les dépenses de préparation de la guerre. C'est là la crise constante du système capitaliste.

Malgré la politique erronée des partis communistes, la bureaucratie des Etats ouvriers a empêché en général le capitalisme de progresser. Mais elle n'a pas organisé non plus toutes les mesures qu'il était possible de prendre pour éliminer le ré-gime capitaliste. Cela permet au capitalisme de continuer à vivre. Mais il y a de toutes façons des relations de forces mondiales qui vont contre le système capitaliste.

Dans ces conditions, quelle est la fonction des partis com-munistes et la nôtre? Les relations de forces sont mondiale-ment favorables aux transformations sociales, au progrès des Etats ouvriers. Le système capitaliste n'a pas de force. C'est là un principe historique qui s'établit à partir du rapport de forces, du développement objectif économique, social et poli-tique des Etats ouvriers, et de la lutte des masses du monde: c'est un principe qui ne permet pas de développer la bureau-cratie, ni la conciliation avec le capitalisme.

Ni les partis communistes, ni les Etats ouvriers, ne mènent la politique adéquate. Mais ils ne font pas non plus une politique opposée: ils affrontent le capitalisme et cherchent à le sup-primer, mais ils n'organisent pas le progrès ni l'activité pour son renversement.

Deux principes doivent donc être établis: quelle est la lutte principale? Celle contre le système capitaliste ou contre la bureaucratie? Est-ce la lutte contre la bureaucratie ou l'élimination du capitalisme qui permet de résoudre les problèmes? C'est la lutte contre le système capitaliste. Il faut maintenir l'attitude critique envers la bureaucratie, et aider les partis communistes et les partis socialistes qui cherchent une orientation de gauche - et impulser ceux qui ne le font pas à la chercher - à adopter le programme anti-capitaliste, à développer les expériences, la

compréhension, à analyser le processus. Il faut le faire sans attaquer. Ce n'est plus la vieille lutte de parti contre parti. Quel sens donner à la critique? Ce n'est pas la critique d'un parti contre l'autre pour voir qui di-rige. Le problème est de diriger l'humanité vers l'élimination du système capitaliste, afin de développer les conditions objectives mondiales du socialisme. Cette tâche ne concerne et n'intéresse pas seulement les communistes, les socialistes ou les trotskystes, car c'est un objectif de l'histoire.

Le socialisme n'est pas un désir de Karl Marx ou de Lénine. Il est une nécessité de l'histoire. La production capitaliste, une fois arrivée à un certain niveau, ne peut plus avancer et stagne: la transformation du système de production est nécessaire. Pour la transformer, pour planifier la production, il faut changer le régime de propriété ainsi que le régime social. Le socialisme est une nécessité de l'histoire et non une aspiration de Marx, de Lénine, des Bolcheviques ou de Trotsky. Marx, Lénine, les Bolcheviques, Trotsky et le prolétariat re-présentent cette nécessité historique.

Quel est donc l'essentiel de cette tâche? Faut-il continuer la vieille lutte de critiques contre le stalinisme? Le stalinisme n'existe plus. La bureaucratie subsiste encore, car c'est un appareil, tandis que le stalinisme est une conception du pouvoir. Le progrès de l'humanité a déjà éliminé Staline et le stalinisme. La bureaucratie continue, mais avec un moindre pouvoir et une intervention plus grande dans le processus objectif du progrès socialiste. La tâche consiste donc à aider ces mouvements à comprendre et à analyser, car ils ne le font pas.

Les trotskystes-posadistes ont qualifié ce processus de régénérescence partielle. Nous qualifions aussi d'Etats révolutionnaires un grand nombre de pays, comme par exemple l'Algérie et la Libye, en tenant compte de la structure et de l'évolution de ceux-ci. Nous avons dit aussi que des Etats révolutionnaires pouvaient se former dans des pays comme la France ou l'Italie, qui sont de grands pays capitalistes développés, avec de grands partis communistes et socialistes, mais qui n'ont pas la direction nécessaire aux transformations sociales. Ces partis ont proposé certaines mesures de changement, sans renverser le système capitaliste, mais ce sont des mesures anti-capitalistes de toutes façons, même si elles n'affectent pas l'essentiel du système. Ces partis proposent des changements, mais en conservant l'essentiel du système capitaliste. Nous croyons que dans ces pays, un processus d'Etat révolutionnaire peut se produire, parce qu'ils sont mûrs pour des transformations sociales. Ils sont mûrs car les masses veulent des changements, et l'immense majorité de la petite-bourgeoisie également.

Le parti du Président de la République Française a gagné les élections. Ce fut, apparemment, un écrasement de l'Union Populaire. Mais il n'en est rien. L'Union Populaire n'a pas gagné, mais celui qui a gagné - le gouvernement - est confronté aux mêmes problèmes qu'avant. Il n'a imposé aucune autorité: une autorité qui s'impose devrait pour le moins éliminer certains problèmes. Au lieu de cela, ils doivent maintenant chercher un appui dans la gauche. Ils cherchent à diviser la gauche pour se soutenir eux-mêmes, à attirer les socialistes, à faire semblant d'avoir un certain appui à gauche, pour gagner de l'autorité aux yeux de la petite-bourgeoisie. Les vieux trotskystes et beaucoup de jeunes trotskystes, ainsi que les socialistes, analysent de façon erronée et disent que le prolétariat a perdu de ses forces sociales, qu'il est moins nombreux, et que le poids de la petite-bourgeoisie a augmenté.

Ce n'est pas exact. Le prolétariat perd en force numérique - l'accroissement de l'automation, de

la technification de la production, réduit le prolétariat en nombre et augmente celui de la petite-bourgeoisie aux postes de commande de l'économie - mais en même temps les Etats ouvriers se multiplient et élèvent leur autorité mondiale, montrant que ce n'est pas seulement le poids économique qui détermine la conduite. Le prolétariat attire et influence la petite-bourgeoisie, historiquement, au travers du développement des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires.

D'autre part, la petite-bourgeoisie ne monte pas de catégorie dans la société. Elle devient le prolétaire des appareils automatiques, elle dirige un appareil électronique. C'est une tâche ordinaire qui ne lui donne pas une catégorie sociale élevée, comme la petite-bourgeoisie professionnelle ou intellectuelle. De plus, le poids croissant des Etats ouvriers influence les masses petites-bourgeoises.

Il est vrai que le prolétariat diminue sa force numérique mais il ne perd pas de son poids social, parce que les Etats ouvriers, l'avance de la révolution en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, exerce la fonction d'orientation envers ces couches petites-bourgeoises, et leur montrent quel est le rôle du prolétariat. Ce rôle s'exprime non seulement dans l'économie d'un pays, mais au travers du programme du prolétariat. Ce programme est le programme des Etats ouvriers.

Dans ces conditions, la fonction logique de la IVe Internationale Posadiste est d'aider ce processus. Le centre vital de la lutte n'est pas anti-bureaucratique, c'est la lutte anti-capitaliste, accompagnée de la lutte anti-bureaucratique, mais c'est la lutte anti-capitaliste qui détermine le cours. Plus les Etats ouvriers avancent et plus se réduit le pouvoir capitaliste. Comme la structure mondiale des Etats ouvriers s'étend, le pouvoir historique de la bureaucratie diminue. De la même manière que l'avance de la révolution a liquidé Staline, l'avance des Etats ouvriers va liquider la bureaucratie, élever la fonction objective, la nécessité objective des masses, et ré-éduquer une couche de dirigeants à l'intérieur et à l'extérieur des Etats ouvriers. Ceux-ci vont élever leur compréhension et se persuader de la nécessité d'élever le programme, la lutte et l'organisation, l'intervention des masses. Les besoins objectifs de l'économie et de la science vont le leur imposer également.

Notre lutte consiste à intervenir pour aider, par la critique persuasive, par l'analyse et les expériences, à l'élévation mondiale des directions des mouvements révolutionnaires. Nous intervenons pour leur donner confiance dans la méthode et dans la continuité de la méthode marxiste. Nous intervenons aussi pour aider à l'organisation des nouvelles directions qui doivent venir, et qui vont se développer, grâce à l'élévation mondiale de la révolution et au progrès économique et social des Etats ouvriers.

Cette tâche ne permet pas de former une nouvelle organisation mondiale de poids. Nous accroissons constamment notre autorité politique. Notre intervention contribue à l'élévation de la compréhension et à la correction des directions des partis communistes et des Etats ouvriers. Dans nos analyses, nous développons une argumentation scientifique telle que ces directions puissent comprendre, accepter la nécessité de corriger la politique antérieure, en voyant que le processus conduit à un affrontement entre système capitaliste et Etats ouvriers. Voilà le sens de notre intervention.

Nous aidons les partis communistes et socialistes dans le monde entier, ainsi que les

mouvements nationalistes révolutionnaires, à comprendre ce processus et à comprendre la nécessité inéluctable du programme révolutionnaire. Nous les aidons à acquérir de l'expérience et la conviction que le progrès ne peut qu'être anti-capitaliste; et que la révolution permanente se produit non sur le plan local mais à échelle mondiale.

La révolution permanente ne signifie plus seulement la forme que prend le progrès de la révolution dans un pays, la combinaison de tâches démocratiques bourgeoises avec des mesures socialistes. Elle signifie aussi l'affrontement entre régime capitaliste et Etats ouvriers en même temps que les luttes locales dans différents pays.

Nous intervenons pour alimenter ces mouvements. Certains principes sur lesquels nous mettons l'accent ont été repris par le mouvement communiste, ainsi que par le mouvement socialiste. Notre désir, notre fonction, est de contribuer au progrès mondial de la révolution socialiste, d'élever les expériences de ces directions en les alimentant de la compréhension théorique et politique de ce processus. Sa caractéristique essentielle en est la lutte anti-capitaliste, combinée à une lutte anti-bureaucratique. Mais la lutte anti-capitaliste est déterminante, car elle permet ensuite d'éliminer tout le reste.

La preuve en est que Staline a été mis en déroute par la nécessité du progrès de l'histoire. La politique, le programme, les objectifs, les intérêts bureaucratiques de Staline, étaient contre le progrès de l'histoire. L'intelligence des masses du monde, la nécessité du progrès, exprimé par l'intelligence des masses, conduit à éliminer le système capitaliste: le stalinisme était donc de trop.

Le stalinisme a pu se développer en se réfugiant derrière le fait que l'Union Soviétique était la seule révolution socialiste dans le monde. Les masses du monde n'avaient pas d'autre expérience. Aujourd'hui, elles ont une expérience mondiale, mais elles n'ont ni direction, ni politique, ni programme. Il faut donc contribuer à leur donner.

Aucun parti socialiste - ni celui de Grèce, du Japon, de France ou d'Italie - n'a jamais pu remplacer aucun parti communiste, ni ne pourra le remplacer, car ce ne sont pas les forces locales, mais le programme, la politique, les objectifs, qui donnent la mesure. Les masses du monde mesurent les partis par leur fonction historique: transformations sociales, programme de renversement du capitalisme, construction de l'Etat ouvrier. Aucun parti socialiste n'a ce programme. N'importe quel parti communiste qui veut avancer doit adopter ce programme. Il y a des partis socialistes qui, comme en Grèce par exemple, font une concurrence aux partis communistes. Mais c'est une concurrence purement électorale car il n'y a aucune discussion programmatique. Ils ne discutent aucune expérience, aucun programme, ni historique, ni immédiat. Or, on ne peut concevoir que le système capitaliste soit capable de réaliser le progrès économique d'un pays arriéré comme l'est par exemple la Grèce, ou n'importe quel autre pays.

La IVe Internationale Posadiste intervient dans le processus mondial de la lutte de classes pour aider, collaborer, impulser les Etats ouvriers vers la régénérescence partielle, les partis communistes vers la compréhension du fait qu'ils doivent prendre le pouvoir, et les partis socialistes vers la compréhension du fait que le progrès ne peut se réaliser que par l'élimination du capitalisme, et non par un simple changement d'administration. On peut installer

des administrateurs communistes ou socialistes meilleurs que ceux du capitalisme, mais s'ils administrent le capitalisme, ils produiront les mêmes conséquences que l'administration bourgeoise.

Pour mener de l'avant cette fonction historique qui est celle de la IVe Internationale Posadiste, il faut discuter les problèmes qui permettent aux directions des mouvements socialistes, communistes, des groupes de gauche, des syndicats, d'acquérir la connaissance de ce processus.

Il y a par exemple le problème des dissidents de l'Etat ouvrier. Tous les partis socialistes, ou presque, beaucoup de partis communistes, et tous les groupes de gauche, se sont mis à défendre les dissidents, protestant contre le manque de démocratie dans les Etats ouvriers.

On ne doit pas discuter ainsi. Prenons le cas de la Tchécoslovaquie. L'URSS est entrée en Tchécoslovaquie et a chassé une direction pour en mettre une autre à sa place. Que s'est-il passé depuis le limogement de Dubcek? La Tchécoslovaquie a avancé économiquement, techniquement, scientifiquement. On y vit dix fois mieux qu'à l'époque de Dubcek. Alors, pourquoi discuter le problème des dissidents? Un pays se mesure-t-il par l'existence d'une opposition politique, ou par le développement qu'il a réalisé? Nous sommes contre le fait que l'Union Soviétique occupe la Tchécoslovaquie. Nous sommes pour qu'elle la défende. Or, cette occupation de la Tchécoslovaquie s'est faite en vue de la défendre: une

direction bourgeoise s'était développée à l'époque de Staline et après Staline. Ota Sik, un des ministres de Dubcek, a écrit un livre qui aurait pu être écrit par un ennemi du socialisme. Il était contre, et proposait une alliance bureaucratie-capitalisme. Quant à Soljenitsine, il défend le système capitaliste et reproche aux Etats-Unis de ne pas avoir écrasé l'Union Soviétique. Voilà ce que sont les dissidents! Pas un de ces dissidents ne dit: l'Union Soviétique a appuyé le Vietnam, l'Angola, Cuba, le Mozambique, qui représentent des progrès historiques. Comment peut-on dire alors qu'il y a une dictature anti-ouvrière en URSS?

Nous critiquons la bureaucratie soviétique, mais nous l'appuyons aussi dans tout ce qu'elle fait contre le système capitaliste. Nous enseignons comment il faut discuter et apprécier le processus. Si l'Union Soviétique n'était pas intervenue en Tchécoslovaquie, il y aurait eu les conditions pour un recul. Tous les dirigeants qui furent alors limogés sont aujourd'hui des alliés du système capitaliste, tandis que la Tchécoslovaquie n'est retournée ni au capitalisme, ni à Staline. Elle connaît un développement scientifique, économique et social.

En 1939/1940, l'URSS a envahi la Pologne et la Finlande. Tous les trotskystes du monde de cette époque - ils n'étaient pas encore de vieux trotskystes - s'adressèrent à Trotsky pour qu'il proteste contre cette invasion. Trotsky a défendu l'invasion de la Pologne, disant qu'elle faisait partie d'une nécessité du rapport mondial des forces. L'impérialisme allemand, au nom du capitalisme mondial, cherchait à encercler l'Union Soviétique pour l'écraser. Dans sa stratégie militaire, il se proposait de rapprocher ses frontières de celles de l'URSS, il avait déjà occupé la moitié de la Pologne. Trotsky acceptait que l'URSS, même avec la direction de Staline, devait envahir la Pologne pour éloigner l'impérialisme allemand de ses frontières. Ce n'était pas un petit pays comme la Pologne qui décidait de l'histoire à ce moment-là; c'était l'Allemagne d'une

part, ou l'URSS de l'autre, qui décidait. Pourquoi ne pas discuter de cela?

Nous sommes pleinement indignés de tous les crimes commis par la bureaucratie soviétique. Mais ce n'est pas l'indignation qui détermine notre politique, c'est la conscience historique du programme et de la fonction de l'Union Soviétique. C'est pourquoi nous aidons à comprendre et à expliquer: une chose est une invasion qui tend à exploiter le pays, une autre est une intervention, même militaire, qui élimine la possibilité d'un retour au capitalisme, comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie.

Nous avons écrit sur ces problèmes afin d'aider le mouvement communiste et socialiste à comprendre comment défendre l'Union Soviétique: maintenir les critiques envers la bureaucratie, les formes bureaucratiques de direction, mais en même temps appeler celle-ci à un front anti-capitaliste. Plus on avance dans la lutte pour éliminer le capitalisme, plus on affaiblit la bureaucratie. La bureaucratie ne vit pas de la montée de la révolution, or elle n'a pas d'autre remède que d'impulser celle-ci, sans quoi l'Union Soviétique étouffe.

Nous avons une fonction objective, notre intervention aide à comprendre. En Italie, le journal du Parti Communiste "L'Unita" a publié des lettres de dirigeants communistes demandant la réhabilitation de Trotsky. La revue de la Jeunesse Communiste "La Citta Futura" est aussi d'accord pour réhabiliter Trotsky. Cela ne veut pas dire qu'ils donnent un appui aux trotskystes-posadistes, mais c'est un résultat de notre influence directe qui élève la confiance du mouvement communiste et socialiste dans la nécessité du programme de transformations sociales, du front unique socialistes-communistes. La réhabilitation de Trotsky ne concerne pas le Trotsky de 1917, mais la politique de Trotsky aujourd'hui.

Plus notre force augmente, mieux nous accomplissons cette tâche, plus nous disposons de moyens, mieux cela vaut, parce que notre influence s'élargit. Mais nous pourrions nous développer comme mouvement, en faisant un jeu de critiques et d'alliances. Nous ne le faisons pas. Nos critiques envers le parti communiste ou le parti socialiste ne sont pas destinées à écraser, mais à impulser la compréhension. Nous faisons des critiques persuasives, sans rien cacher. Toute notre activité a beaucoup d'effet. A partir de là, plus nous croissons, mieux cela vaut. Mais notre fonction est celle que nous venons d'expliquer.

QUESTIONS DES PARTICIPANTS ET REPONSES DE J. POSADAS

o La défaite de l'impérialisme au Vietnam ou en Algérie est-elle due à une défaite militaire ou au rapport mondial des forces?

Au Vietnam, l'impérialisme a subi une défaite sociale parce qu'il n'a pas trouvé l'appui social pour écraser le Vietnam. Il en est de même pour l'Angola, le Mozambique, Madagascar, l'Algérie et Cuba. L'impérialisme peut écraser militairement Cuba avec un seul avion. Pourquoi ne le fait-il pas? C'est parce que les relations de forces mondiales sont telles que les Etats ouvriers ne peuvent permettre que Cuba et le Vietnam soient écrasés. La force de ces petits pays ne provient pas d'eux-mêmes, ni sur le plan social, ni sur le plan économique ou militaire,

elle vient du rapport de forces mondial des Etats ouvriers qui retiennent et empêchent l'intervention de l'impérialisme.

Les relations de forces mondiales ont changé depuis la se-conde guerre mondiale, où l'impérialisme allemand et italien furent vaincus, de même que le capitalisme dans huit pays d'Europe. On en a vu le résultat immédiat en Corée, quand les Yankees qui avaient envahi la Corée du Nord furent expulsés par les Etats ouvriers. Avant cela, ils avaient été expulsés de Chine. Voilà le rapport de forces mondial. Ce n'est pas un rap-port mlilitaire, ça l'est pour le système capitaliste mais non pour les Etats ouvriers dont les forces militaires sont impor-tantes, mais non décisives. Ce sont des forces sociales qui mobilisent et gagnent la population, structurent les relations sociales qui s'imposent aux forces militaires.

Le rapport de forces mondial peut se mesurer aussi en Europe. La guerre s'est terminée par l'écrasement du fascisme allemand et italien, qui étaient les fers de lance du système capitaliste mondial pour empêcher le développement de la ré-volution. Les relations de forces ont changé essentiellement par le fait que dix pays d'Europe sont devenus des Etats ou-vriers. Le capitalisme a perdu la direction de ces dix pays.

La force militaire a parfois de l'importance dans le rapport mondial des forces - militaires ou économiques - mais sur le plan historique il faut combiner les forces militaires aux for-ces sociales. Les Etats ouvriers peuvent compenser l'infériorité militaire par leur supériorité sociale. Ils influen-cent les armées ennemies et empêchent une coordination mondiale entre elles. C'est ce que nous pouvons observer mainte-nant avec Cuba. Cuba est un petit pays et les Etats-Unis sont un grand pays. L'impérialisme yankee a une force militaire énorme. Pourquoi n'a-t-il pas envahi Cuba? C'est parce que la relation mondiale des forces ne le lui permet pas. La part essentielle de ce rapport de forces est constitué par les Etats ouvriers.

Les masses nord-américaines ont aussi une grande impor-tance. Pendant la guerre du Vietnam, elles ont rempli une fonc-tion très importante de pression contre l'impérialisme yankee, mais ce ne sont pas elles qui ont décidé. Elles ont formé un facteur, certes important, mais de toute façon secondaire. Le facteur essentiel est le fait que le capitalisme devait déclen-cher une guerre mondiale pour triompher au Vietnam, et qu'il avait peur de le faire car il voyait qu'il allait disparaître lui-même. C'est ce qui a empêché le capitalisme d'avoir des forces pour lancer la guerre.

En 1953, au moment de la guerre de Corée, l'impérialisme yankee avait une force très grande. Mais sa présence ne convenait ni à l'URSS ni à la Chine. L'impérialisme fut donc battu, il avait des forces supérieures militairement mais non socialement.

Il faut tenir compte de ces conclusions pour intervenir. Les forces militaires sont décisives à une étape déterminée, mais ce ne sont pas elles qui définissent historiquement le proces-sus de l'histoire. C'est la nécessité sociale qui décide et qui utilise des moyens militaire pour s'accomplir.

o Si la révolution triomphe dans des pays tels que les Etats Unis, l'Allemagne, le Japon, est-il possible encore qu'il y ait des Etats ouvriers avec des frontières, comme c'est encore le cas actuellement?

Si les Yankees, l'Allemagne et le Japon disparaissent, c'est tout le système capitaliste qui s'effondre. Les Etats-Unis et l'Allemagne sont la base du système capitaliste. A bref délai, les frontières vont disparaître, même si elles subsistent encore pendant un certain temps.

o Nous aurions donc une république socialiste aux Etats Unis, mais d'autre part, nous aurions une bureau-cratie dans les Etats ouvriers? Ces conditions vont-elles subsister?

Nous ne pouvons pas fixer de dates, mais plus la révolution avance, et plus le pouvoir de la bureaucratie s'affaiblit.

o Le capitalisme se défend au moyen de l'inflation, étant donné qu'au travers de l'augmentation des prix, il vole les masses et le prolétariat des pays capitalistes. Que pensez-vous de cette théorie?

Ce n'est pas seulement l'augmentation des prix qui caractérise le vol du capitalisme. Le frelatage des aliments, l'empoisonnement de l'air, sont aussi importants que l'augmentation des prix, et font aussi partie de la structure des bénéfices du système capitaliste.

Le capitalisme ne fait pas tout cela comme une manoeuvre, mais parce qu'il n'a pas de perspective. S'il avait la perspective de se développer, il investirait dans les colonies en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Mais il est sans perspective. Il n'a pas d'autre possibilité d'expansion, c'est pourquoi il provoque le frelatage des aliments. Il ne fait que se désintégrer, se détruire intérieurement: c'est l'agonie constante du capitalisme. Il faut critiquer les partis communistes pour ce fait qu'ils ont permis au capitalisme de survivre jusqu'à cette étape. Si les Etats ouvriers, la bureaucratie soviétique, avaient organisé les luttes avant, il n'y aurait déjà plus de capitalisme. Il faut faire persuasivement la critique aux camarades du parti communiste.

L'inflation ne consiste pas seulement en augmentation des prix. Elle ne provient pas des tendances ou de l'intention d'un capitaliste ou d'un autre, c'est la structure capitaliste qui détermine l'inflation. Tous les pays du monde capitaliste ont une inflation énorme. Mais il y a pire encore que l'inflation, c'est le chômage. Il y a aussi l'empoisonnement de tous les aliments et les dépenses de guerre chaque fois plus élevées qui sont prélevées sur le revenu national. Ce sont des conséquences de la désintégration du système capitaliste. Ce n'est pas une crise normale, mais une désintégration dont la montée des Etats ouvriers et des luttes révolutionnaires pour des transformations sociales en Afrique, en Asie et en Amérique Latine sont les causes essentielles.

Voilà les maux du système capitaliste. L'inflation, le chômage, ne sont pas des éléments séparés. Avant, le chômage provoquait la déflation. Maintenant, il provoque une immense inflation! Cela est dû à la politique de la crise totale du système capitaliste et de sa préparation à des guerres contre-révolutionnaires comme celles qu'il a menées au Vietnam et en Corée.

Aujourd'hui, le système capitaliste n'a plus la solidité de 1945. Il est constamment attaqué par le progrès de l'économie, de la vie, de l'autorité des Etats ouvriers et des luttes des masses du monde, entre autres des masses des Etats-Unis. Des manifestations y ont eu lieu pour que

l'impérialisme n'envoie plus de troupes dans aucun pays. Il y a des mobilisations d'étudiants dont les journaux n'informent pas.

Cette crise du système capitaliste est économique et sociale. C'est une crise de structure, de régime, une crise de désintégration produite par l'élévation de l'économie des Etats Ouvriers et des luttes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine pour des transformations sociales. Des exemples de cette désintégration sont donnés par la junte d'assassins du Chili, par celle qui existait en Bolivie, par le gouvernement de repression qu'il y avait au Brésil, par la dictature en Argentine. Aucun de ces pays n'avance sur le plan de l'économie. Ce n'est plus seulement le système capitaliste qui décide en économie, mais aussi les Etats ouvriers, les luttes des masses, qui interviennent dans l'économie capitaliste et l'empêchent de progresser. Toutes les dictatures ont échoué. Elles ont des moyens mili-taires, elles sont assassines, mais elles ont échoué car les masses ne se sont pas laissé écraser. Ce sont les dictatures qui se décomposent et se désintègrent. L'impérialisme yankee doit chercher à les remplacer pour trouver un appui social, pour justifier sa politique de gendarme du système capitaliste. Le pouvoir du système capitaliste se désintègre. Celui-ci maintient sa capacité économique et militaire, mai il n'a aucun pouvoir social.

Il faut donc mesurer l'impérialisme yankee par rapport au processus mondial de la lutte contre le système capitaliste, dans lequel les Etats ouvriers ont une contribution très grande.

Le capitalisme a commencé à préparer la guerre en 1929, et il a mis dix ans à la lancer. Hitler et Mussolini avaient pour fonction de préparer la guerre pour donner une issue à la crise du système capitaliste. Cette crise s'exprimait par les mil-lions de chômeurs en Allemagne, en Italie, en France, aux Etats-Unis. Le capitalisme maintenant ne peut plus faire ce qu'il veut. Il a encore besoin de la guerre: il a 18 millions de chômeurs, le double de 1929. Mais il ne peut faire la guerre quand il veut, comme il veut, ni où il veut, parce qu'il ne s'agit plus d'une guerre contre un autre pays capitaliste, mais contre les Etats ouvriers.

Le capitalisme, dirigé par l'impérialisme yankee, a conscience que tous les pays qui cherchent le progrès et le développement s'aligneront sur les Etats ouvriers, et que les masses du monde utiliseront la guerre pour écraser le capita-lisme. Cette peur du capitalisme lui fait ajourner constamment la guerre. La situation n'est plus la même qu'en 1929. Il pou-vait encore faire la guerre quand il voulait, maintenant au contraire il doit aller de retraite en retraite. La crise anté-rieure conduisait à un affrontement au sein même du système capitaliste: l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste contre l'Angleterre, les Etats-Unis et la France. Ils étaient en concur-rence économique les uns contre les autres. Maintenant, ils s'unissent tous contre les Etats ouvriers, car c'est là qu'est le danger pour eux actuellement. Mais ils n'ont pas la force de décider la guerre.

o La révolution dans les Etats capitalistes développés, et surtout aux Etats Unis, va-t-elle se produire après qu'elle se soit développée dans le reste du monde, ou avant que la révolution se complète dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux?

On ne peut envisager le problème ainsi. Les directions des partis communistes ou des Etats ouvriers n'ont aucune pro-grammation déterminée. Mais il y a, en toute certitude, la crise totale

du système capitaliste qui est en décomposition. Les éléments de cette désintégration peuvent se produire sé-parément les uns des autres, mais ils finissent tous par se joindre dans la crise du capitalisme qui, en tant que système, va faire la guerre. Le capitalisme ne va pas disparaître sans faire la guerre. Il a les moyens de la faire et s'y prépare, cela ne veut pas dire qu'il va triompher. S'il avait une possibilité de triompher, cela se verrait par une augmentation de ses points d'appui à échelle mondiale. Mais ceux-ci sont chaque fois plus réduits. Et il y a, au contraire, une augmentation de ses contradictions internes, une concurrence énorme entre l'Allemagne et les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, la France et les Etats-Unis. Ils sont tous unis contre les Etats ouvriers, mais ils sont en constante concurrence entre eux.

La disparition des Etats-Unis se produira avec la disparition totale du capitalisme. Ils préparent la guerre, mais ils ne peuvent décider quand, ni comment la faire. Ils en font tous les préparatifs, ils dépensent 40% du produit national brut en frais de guerre, bien qu'ils en déclarent seulement 18%. Le capitalisme nord-américain n'a aucune perspective de survie.

o Qui est le plus décisif? Le prolétariat des pays capitalistes développés ou celui des pays capitalistes périphériques?

Ils sont importants tous les deux. Par exemple, le prolétariat des Etats-Unis est politiquement le plus arriéré, il est plus arriéré que celui de Bolivie. Il n'a pas de parti de classe, et la majorité des syndicats sont dirigés par des gangsters. Il n'a pas de poids social, il n'intervient dans les luttes sociales que de façon périphérique et lointaine. Il y a de grandes grèves aux Etats-Unis tous les dix ans seulement. Ce sont des grèves de mineurs en général, elles ont un certain poids politique car elles montrent l'état d'esprit, la volonté de combat des masses, mais elles ont peu de poids social et économique. Il y a aussi des grèves des ouvriers de l'acier et de l'automobile. Mais ce sont des luttes très circonscrites, limitées aux revendications salariales. Il n'y a pas de manifestations de luttes politiques.

En Italie par contre, le prolétariat a fait de grandes luttes pour des revendications économiques, mais aussi de très importantes conquêtes sociales, telles que les conseils d'usines, les conseils de quartiers, qui sont des organes de contrôle et un début de dualité de pouvoir très avancée.

Les grèves aux Etats-Unis concernent essentiellement les augmentations de salaires. Elles ont de l'importance car il n'y a rien d'autre, mais elles indiquent une arriération politique. Ce n'est pas la faute du prolétariat, mais essentiellement celle des partis communistes, et surtout de Staline.

On ne peut donc dire qui vient avant et qui vient après. Ce qu'il faut dire, c'est que le prolétariat nord-américain observe le monde. Il n'a pas de parti, il ne peut donc pas s'exprimer. Il ne peut s'exprimer très profondément car il n'a pas de vie politique. Mais il est préoccupé et opposé à l'intervention de l'impérialisme yankee dans le reste du monde, et par exemple au Vietnam. L'impérialisme n'a pu susciter le moindre arrêt de travail de la part des ouvriers pour appuyer son intervention au Vietnam, ce qui veut dire que les masses nord-américaines étaient contre. Mais elles ne peuvent l'exprimer politiquement car elles n'ont pas de parti. Cependant, les luttes du reste du monde vont les impulser à passer du syndicat à la lutte pour le pouvoir. Mais cela se fera postérieurement, et non dans les conditions actuelles. Nous voyons très clairement que

le prolé-tariat nord-américain s'est opposé à la guerre du Vietnam, et les étudiants aussi. Mais ce n'étaient pas des mouvements politiques organisés, c'est pourquoi ils n'ont pas de poids poli-tique.

o Peut-on dire que le capitalisme est définitivement condamné?

Qu'il soit définitivement condamné ne veut pas dire qu'il va tomber demain, mais qu'il n'a pas de perspective.

o Peut-on estimer que dans ces conditions très mûres pour le socialisme, les partis communistes seront obligés d'accomplir une fonction révolutionnaire?

Oui, mais il y aura - et il y a déjà d'ailleurs - des change-ments. Le développement de l'économie des Etats ouvriers, l'assurance croissante de ceux-ci, tendant à éliminer la fonc-tion de la bureaucratie et à élever la compréhension scienti-fique. Ce n'est pas un processus automatique. Ils ne vont pas nécessairement se corriger, mais cela veut dire en tout cas qu'il faut intervenir avec des critiques persuasives, des écrits qui tendent à l'élévation d'une direction. Dans presque tous les partis communistes, la bureaucratie qui s'y trouve est obligée d'affronter le capitalisme, elle n'a pas d'autre remède. Elle ne peut déjà plus concilier avec le capitalisme.

o Cela veut-il dire que la révolution politique n'est pas nécessaire?

Elle est nécessaire. Maintenant même, il y a une révolution politique. Ce n'est pas comme à l'époque de Trotsky, où il n'y avait qu'un seul Etat ouvrier et pas de perspective de développement de la révolution. La révolution politique à cette étape incluait même l'insurrection. La révolution politique est nécessaire aujourd'hui, et elle s'accomplit, sans nécessité de l'insurrection. Par exemple en Chine l'assassinat de Lin Piao, la liquidation de "la bande des Quatre", signifient une contre-révolution politique, tandis que ce que faisait Lin Piao était en partie une révolution politique.

La liquidation de Staline, la promulgation de la nouvelle Constitution Soviétique, l'appui de l'URSS au Vietnam, à l'Angola, au Mozambique, font partie d'une révolution politique qui va éliminer le pouvoir bureaucratique. Elle ne l'annule pas encore, mais l'affaiblit, et elle élève en conséquence la confiance dans la méthode communiste. C'est au travers de ce processus que se fait la révolution politique. Cela n'exclut pas qu'elle doive se faire par la force, dans certains endroits. Mais plus le processus avance, et plus la révolution politique prend cette forme, car elle signifie l'élimination du pouvoir bureaucratique et le développement du pouvoir politique révo-lutionnaire.

o La fonction des trotskistes, de la IVème Inter-nationale Posadiste, se définit dans le fond comme une opposition de gauche au sein des partis communistes?

Non. Elle consiste à préparer l'affrontement du règlement final des comptes avec le système capitaliste, en accompa-gnant les Etats ouvriers, les partis communistes et socialistes dans cette lutte, et en intervenant afin d'aider à les orienter politiquement au moyen de la critique

persuasive, des analyses de nouveaux processus de l'histoire tels que l'Erythrée, le Vietnam, Madagascar ou le Mozambique, les aider à comprendre politiquement et à se préparer aux changements politiques internes. Cela fait partie de la révolution politique. Il s'agit aussi de leur donner une compréhension du processus du monde qu'ils n'ont pas, et d'aider ainsi à l'élimination du pouvoir et de la politique bureaucratique.

o Quelle est votre position sur l'entrisme?

Le problème de l'entrisme change aujourd'hui. On peut faire de l'entrisme, mais l'objectif n'est plus le même qu'avant : former un courant pour combattre le pouvoir bureaucratique. L'entrisme peut se faire pour développer la lutte pour le pouvoir, mais il faut vivre la vie du parti, autrement il n'y a pas d'entrisme.

L'entrisme a échoué, car cette politique avait comme objectif de remplacer les partis communistes ou socialistes. Or, il s'est avéré que les partis communistes de douze pays ont pris le pouvoir, que le Parti Communiste Français et Italien sont devenus de grands partis, et qu'ils ne peuvent en rester au plan de la politique réformiste d'alliance avec le capitalisme. Ils n'ont pas une politique conséquente de lutte anti-capitaliste, mais ils ne font pas non plus de l'adaptation au capitalisme. Ce sont des instruments que les masses appuient.

L'entrisme ne doit donc pas se proposer de faire une lutte pour assumer la direction afin de changer le parti, mais d'aider le parti à prendre le pouvoir, parce que nous comptons sur l'avance mondiale de la révolution, en particulier dans les Etats ouvriers qui élèvent leur opposition au système capitaliste, leur lutte contre le système capitaliste. Cela influence les partis communistes.

Il faut donc, et c'est aussi important que l'entrisme, mener un mouvement indépendant qui puisse, de l'extérieur, s'adresser aux partis communistes et socialistes, écrire, parler. On peut le faire beaucoup mieux que de l'intérieur, car les appareils bureaucratiques, tant communistes que socialistes, ne laissent pas parler. Par exemple, nous ne pourrions pas accomplir notre fonction actuelle parce que nous ne pourrions pas écrire comme nous le faisons maintenant. Nous serions soumis à la discipline que la direction impose. Par contre, maintenant, nous nous adressons à eux et le faisons très bien.

o Y a-t-il un espace historique pour construire de nouveaux partis communistes?

Il n'y a pas de temps pour cela dans des pays tels que la France, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. Mais il y a le temps de former des courants révolutionnaires pour influencer ces partis. Dans d'autres pays, on peut le faire. Les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, entre autres comme le Mozambique, le Vietnam, l'Angola, la Laos, qui se libèrent du capitalisme, le font avec l'appui des Etats ouvriers. Les masses du monde voient que c'est l'appui des Etats ouvriers qui leur permet d'avoir la force de faire face au capitalisme. Les Etats ouvriers l'obligent à reculer.

Le prolétariat d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis et du Japon, a un poids important dans les luttes politiques, mais il ne décide pas la lutte des pays qui se libèrent. Ce sont les Etats ouvriers, le prolétariat des Etats ouvriers, qui décident, en particulier celui de l'Union Soviétique, mais aussi celui de la Chine, même avec l'actuelle direction. Cuba ne peut

intervenir en Amérique Latine, il redoute d'affronter l'impérialisme yankee. Il y a à cela certaines raisons. Mais en revanche, il appuie l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie et Madagascar. Ce n'est pas le prolétariat d'Amérique et d'Europe qui a appuyé ces révolutions, mais ce-lui de l'Etat ouvrier. Si Cuba le fait, c'est parce qu'il a l'appui de l'Union Soviétique. Sans cela, Cuba n'a pas de force.

La lutte du prolétariat anglais, français et allemand est importante, mais elle est dans ce cas un accompagnement de celle des Etats ouvriers. L'Etat ouvrier, même avec la bureaucratie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de l'URSS, doit se défendre, impulser la lutte anti-capitaliste. Le prolétariat de ces pays, qui représente la moitié du prolétariat du monde, appuie ces mouvements. Ce n'est pas le prolétariat des pays capitalistes, mais celui des Etats ouvriers qui décide. Mais le prolétariat des pays capitalistes a de l'influence, lui aussi, dans la conduite du prolétariat des Etats ouvriers, et il affaiblit le système capitaliste.

Les grandes luttes du prolétariat italien et français, et dans une moindre mesure du prolétariat anglais et allemand, affaiblissent le capitalisme et empêchent qu'il puisse avancer comme il en a besoin contre le développement des Etats ouvriers. Il y a une coordination non programmée par laquelle le prolétariat intervient dans et hors des Etats ouvriers.

L'attitude de l'URSS a une importance programmatique plus grande parce qu'elle pèse en tant que pays pour contenir l'impérialisme. Par exemple, sans l'URSS le Vietnam aurait perdu, il n'y a pas à en douter. Sans l'URSS il n'y a pas d'Angola, de Mozambique, d'Ethiopie, de Madagascar, ni même de Libye. C'est l'Union Soviétique, le prolétariat soviétique, qui a contenu l'impérialisme. Les masses du monde voient cela. Mais le prolétariat soviétique est encore limité dans son action, car il ne peut s'adresser directement au prolétariat du monde, on ne le laisse pas intervenir directement.

Nous proposons que les syndicats soviétiques, les usines, les partis communistes des Etats ouvriers, s'adressent ouvertement aux masses du monde, et en particulier aux masses nord-américaines. Qu'ils leur fassent des appels et s'adressent à elles directement, que l'on fasse des assemblées publiques en Union Soviétique, que l'on y discute les problèmes du monde, et que l'on y fasse des appels aux masses du monde, que la discussion publique se développe en Union Soviétique comme expression de la démocratie soviétique. Cela aura une influence immense sur les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, et aussi, quoique à une moindre échelle, sur l'Italie et la France.

C'est bien d'établir une relation, une comparaison entre le poids du prolétariat dans les pays capitalistes et dans les Etats ouvriers. Mais comment le faire intervenir? Nous n'avons pas la force de décider. Ce sont des partis déjà structurés qui décident. Il n'y a pas de temps pour former de nouveaux mouvements, il faut donc influencer ceux qui existent.

Nous cherchons à influencer, en nous basant sur le fait que le processus impulse chaque fois plus les Etats ouvriers, les mouvements des Etats ouvriers tels que les syndicats et les partis, à une lutte anti-capitaliste plus ouverte, à un développement intérieur plus soviétique, car autrement le capitalisme pourrait les écraser.

La bureaucratie dans les Etats ouvriers est un pont, une courroie de transmission, de relations, avec le capitalisme. C'est dans sa nature. Cependant, l'Etat ouvrier doit affronter le système capitaliste s'il veut progresser. Cela ne se produi-sait pas ainsi à l'époque de Staline, mais maintenant il y a des contradictions antagoniques qui n'existaient pas avant.

En Union Soviétique on vient d'éliminer en une seule fois 5.000 dirigeants ouvriers. Ils ont été expulsés. En Yougosla-vie, on a écarté un demi million de membres du Parti Commu-niste, et 400.000 en Union Soviétique. Cela ne veut pas dire que la bureaucratie est liquidée. Cela signifie que la bureaucra-tie doit éliminer les entraves que représentent ces secteurs qui se liaient au capitalisme pour pouvoir avancer. Si elle ne le fait pas, c'est elle-même qui tombe.

Nous n'avons pas confiance dans l'idée que la bureaucratie va se régénérer. Nous disons que l'Etat ouvrier, dans son fonctionnement, va finir par expulser la bureaucratie. Et dans ce sens, la lutte du prolétariat du monde influence l'Union Soviétique, en particulier les luttes de France, d'Allemagne, d'Italie, ont beaucoup d'influence sur l'Union Soviétique, ainsi que sur les Etats-Unis. Le prolétariat des pays capitalistes ne va pas décider, mais il a une influence très grande, en combi-naison avec celui des Etats ouvriers.

L'Etat ouvrier a construit la force et la sécurité, et il les communique au monde. C'est lui qui a vaincu le nazisme, qui a délogé Staline, qui a écrasé les nazis et Staline, et qui s'est développé et s'est étendu dans le monde. Il représente le progrès de l'histoire. Il ressent de l'assurance à cause de cela.

L'Etat ouvrier, indépendamment de nouveaux événements, remplit une fonction qui justifie son existence dans l'histoire. Plus s'étend le pouvoir de l'Etat ouvrier dans le monde, et plus s'affaiblissent les causes historiques, les racines économiques et sociales de l'existence de la bureaucratie.

Le capitalisme, en tant que classe, a préparé sa propre ascension à la direction de la société pendant 400 ans. Il n'a pas pris le pouvoir seulement à la Révolution Française, il exerçait déjà un pouvoir transitoire, limité, depuis 300 ans auparavant. Les communes médiévales étaient des organes de pouvoir au moyen desquelles la bourgeoisie s'organisait. Cette dernière a succédé au régime féodal, mais sur la base d'un régime de propriété identique: la propriété privée. Il y avait donc une continuité entre les deux régimes sociaux. Le système de production est passé de la production féodale à la production capitaliste, mais le ré-gime de propriété est resté le même. La conception, la direc-tion, les instruments de la culture économique sont les mêmes. La classe capitaliste est une classe déjà préparée dans le ré-gime antérieur. Le prolétariat, quant à lui, est une nouvelle classe dans l'histoire, qui doit construire la direction de la société, non pour lui-même, mais pour éliminer toute forme de pouvoir. Il doit se construire dans l'exercice même du pouvoir.

Avant la prise du pouvoir, le prolétariat n'a pu avoir une grande préparation. Il a dû se consacrer tout le temps à la lutte pour des revendications transitoires, syndicales, électo-rales, et pour prendre le pouvoir. C'est quand il a pris le pou-voir qu'il est seulement en condition d'exercer sa première expérience historique en tant que classe qui dirige et qui, à la différence de toutes les autres classes dans l'histoire, doit s'éliminer lui-même.

C'est pourquoi on ne peut rendre le prolétariat responsable des erreurs, autant que la bureaucratie. Cette dernière est une excroissance de l'histoire, elle ne représente pas une nécessité, elle disparaît quand les conditions qui lui ont donné naissance n'existent plus. Tandis que le prolétariat apprend à diriger la société, les conditions pour lui s'élèvent constamment. Plus la révolution se développe à échelle mondiale, et plus augmente la confiance, la sécurité, l'expérience de la classe ouvrière, des dirigeants communistes et socialistes, et même des groupes de gauche. Ils apprennent à diriger. Le développement de l'économie repousse la bureaucratie et exige au contraire une coordination harmonieuse.

Le pouvoir de la bureaucratie s'est élevé à un moment où il y avait une séparation entre le triomphe de la Révolution Russe et le manque d'extension mondiale de la révolution. Alors, le manque d'expérience de la classe ouvrière, en tant que classe dirigeante de l'histoire, pesait lourdement. Mais maintenant, l'expérience existe, même si elle n'est pas aussi importante qu'il serait nécessaire. Mais la bureaucratie des Etats ouvriers elle-même est obligée de coordonner, de centraliser, de planifier et d'harmoniser le développement de l'économie des Etats ouvriers, sinon elle ne peut concurrencer le système capitaliste, ni justifier sa propre existence.

Entre-temps, la classe ouvrière élève son rôle et sa fonction. Dans les Etats ouvriers, la classe ouvrière et d'autres secteurs de la population qui correspondent à ce que serait la petite-bourgeoisie dans le capitalisme et qui sont des fonctionnaires, des techniciens, des employés, alliés au prolétariat, ne voient pas la nécessité d'un pouvoir autre que celui qui organise la planification.

Staline justifiait son pouvoir dans une certaine mesure face au danger du capitalisme. Mais maintenant, il n'aurait plus la moindre justification. Au contraire, il faut étendre la révolution, sans quoi l'économie meurt.

En réalité, le prolétariat a augmenté son poids dans l'histoire: il y a moins d'ouvriers, mais plus d'Etats ouvriers. L'autorité du prolétariat s'exprime dans le fait que l'Etat ouvrier influence tous les pays du monde et leur montre que telle est la voie du progrès. Le poids numérique du prolétariat n'augmente pas, mais son autorité historique augmente. Mais même dans les Etats ouvriers, le nombre d'ouvriers augmente, ainsi que le nombre de ceux qui seraient de la petite-bourgeoisie dans le régime capitaliste et qui, dans l'Etat ouvrier, se font membres du parti communiste et influencent le monde. Il n'y a pas de direction pour utiliser toutes ces forces. La bureaucratie ne les utilise pas tout à fait, mais elle ne les rejette pas tout à fait non plus.

D'autre part, le problème de la Chine est d'une importance fondamentale. Il ne met pas en doute le développement de la révolution socialiste mondiale, mais il permet de mesurer comment il est possible, en pleine montée de la révolution socialiste mondiale incluant des pays aussi arriérés que l'Angola, le Mozambique, Madagascar, et dans un pays où la révolution socialiste est allée si loin, qu'un secteur politique surgisse pour former une direction contre-révolutionnaire. Cette direction n'est pas un agent ni un représentant du capitalisme, elle a intérêt à préserver l'Etat ouvrier, mais elle est incertaine, elle provient de la périphérie de l'Etat ouvrier. Elle est l'expression du type de bureaucratie qui se développe dans cette étape de l'histoire et qui s'allie au capitalisme, contre l'Union Soviétique, parce qu'elle voit le danger

que le développement de l'URSS représente pour elle. Elle ne voit pas le capitalisme comme un danger immédiat, car elle pense qu'il va être écrasé. Elle a intérêt à écraser le capitalisme, mais dans l'immédiat elle a intérêt à contenir l'Union Soviétique.

Cela ne pouvait être prévu, ni par Marx, ni par Trotsky. Cette situation survient maintenant. Nous sommes les seuls à avoir eu la responsabilité de parler de ces problèmes. Aucun autre ne l'a fait: ni les Soviétiques, ni les Chinois, ni aucun autre Etat ouvrier ou aucune autre organisation politique. Ils restent tous muets devant le problème chinois. Il faut le caractériser, sinon il apparaît comme une monstruosité produite par la révolution. Mais ce n'est pas la révolution qui a produit cette monstruosité, c'est l'arriération de la direction politique. Cette direction chinoise est immensément arriérée. Cependant, les perspectives ne sont pas en faveur de cette arriération, elles sont favorables à l'élévation mondiale de la révolution.

A PROPOS DE LA FONCTION DU TROTSKYSME

J.POSADAS

Intervention de J. Posadas en conclusion de la Conférence

Le processus actuel de la révolution permanente n'est pas le même que celui défini par Trotsky. Trotsky le définissait pour la Russie de son époque. Il revenait aux marxistes qui suivaient Trotsky de déterminer les étapes postérieures. Aucun parti communiste ne s'est préoccupé de le faire. Notre vieux mouvement de la IVe Internationale ne l'a pas fait non plus, c'est une des raisons pour lesquelles il s'est dissout. Le fait de ne pas s'intéresser à ces problèmes essentiels indiquait sa faiblesse, sa fragilité théorique et politique.

Le courage ou la décision politique révolutionnaire ne signifie pas nécessairement une capacité programmatique. On peut avoir une grande volonté de lutte, mais c'est le programme qui doit définir l'orientation de cette volonté, sinon celle-ci s'appuie sur le vide. Rien qu'en lisant les journaux, on peut voir un grand nombre de mouvements révolutionnaires qui s'occupent des problèmes actuels, entre autres le Mozambique, l'Angola. Ces pays n'ont rien, mais ils possèdent une immense volonté de progrès culturel, politique et scientifique. Le Mozambique est une expression de ce processus de l'histoire.

Les pays les plus arriérés économiquement atteignent le niveau le plus élevé de progrès historique, comme par exemple l'Ethiopie. Avant la révolution, le négus donnait de la nourriture spéciale à ses chiens et à ses lions, qu'il faisait venir d'Australie, alors que les Ethiopiens ne savaient même pas ce qu'était de la viande. Cet âne de Hailé Sélassié avait obligé à enseigner dans les écoles que la terre était carrée. Il avait à cela une certaine raison: il concevait les formes de la terre en fonction des formes de sa pensée... Ces exemples permettent de comprendre quel était l'état arriéré de ce pays. Et en deux ans à peine, l'Ethiopie est parvenue à constituer des milices ouvrières chargées d'apprendre à lire et écrire. Il n'y a aucun conflit pour des problèmes de ravitaillement. Les paysans ne disent pas, contrairement à ce que concevait le capitalisme: "Je veux ma terre, je veux ma terre". Voilà le progrès de l'histoire. Ces processus ne décident pas par eux-mêmes le progrès de l'histoire, ils n'en ont pas la force

écono-mique, militaire ou sociale. Mais ils montrent comment il faut déterminer le cours de l'histoire. Sans l'Union Soviétique, tout ceci n'existerait pas.

Le capitalisme s'est basé sur l'intérêt de propriété privée pour contenir l'avance de la révolution socialiste. La propriété privée semblait l'instrument pour résoudre les problèmes de la faim, de la société, de la famille et de la vie. Mais les paysans d'Ethiopie, de Madagascar, du Mozambique ou du Vietnam, décident de surmonter leur arriération sans se disputer et en cherchant à développer l'économie au travers de leur propre élévation culturelle et scientifique. Voilà les problèmes que l'histoire pose actuellement. Le rapport des forces mondial est tel que l'immense majorité de l'humanité, unie aux Etats ouvriers, dirige le progrès de l'histoire. Le capitalisme mène au décès de l'histoire.

Ce ne sont pas les armes mais les idées, le programme, la politique, y inclus les moyens militaires, qui décident de l'histoire. Les moyens militaires ne sont pas une condition pour progresser. Le peuple d'Angola est sans armes, sans armée, et même sans chaussures, mais il a une volonté immense de développer la société. En Chine, en Angola, au Laos, à Cuba, au Mozambique, en Libye, en Algérie, il n'y a pas de dispute pour la terre. Les paysans, de leur propre initiative, décident d'organiser des coopératives et un travail collectif. La paysannerie n'a plus la mentalité stupide qu'elle avait à l'époque de Marx. Elle a acquis une intelligence qui lui a été transmise grâce à l'assurance émanant des Etats ouvriers. Les paysans ne se sont pas élevés sur le plan culturel, mais ils ont avancé sur le plan social sous l'influence des Etats ouvriers, et leur acceptation de ce progrès se transforme en une élévation culturelle de leur part.

Tel est le cours de l'histoire. Les Etats ouvriers doivent l'accompagner, prendre des initiatives pour le développer. C'est très différent de l'époque de Trotsky. Il existe encore une bureaucratie, mais pas de stalinisme. Le stalinisme signifi-fiait une direction sociale, une politique, un objectif contre-révolutionnaire d'alliance avec le capitalisme contre la révolution. La bureaucratie est un pouvoir bureaucratique. Le stalinisme ne pouvait pas changer, il fallait l'écraser. La révolution l'a fait. Staline a disparu - peu importe la façon dont il est mort, par balles, par empoisonnement ou de mort naturelle - parce qu'il n'était pas nécessaire dans l'histoire. Dans ce cas, assassinat ou suicide correspond à des nécessités de l'histoire. L'histoire enregistre simplement que Staline n'est plus là. Staline a disparu, il n'était pas nécessaire. La bureaucratie qui a suivi Staline a dû supprimer le stalinisme. La destruction des statues de Staline dans tous les Etats ouvriers indiquait la volonté et l'intelligence des masses.

Lorsque les nazis ont envahi l'Union Soviétique, les masses ne se sont pas jointes à eux pour se débarrasser de Staline. Elles ont mis les nazis en dé-route, et ensuite elles ont liquidé Staline. C'est une preuve de l'immense intelligence des masses.

Les paysans montrent par leur attitude dans le problème de la terre qu'ils tendent vers la production collective. Les masses soviétiques ont mesuré avec intelligence le devoir historique qu'elles avaient à accomplir. L'invasion nazie menaçait d'écraser l'URSS, instrument du progrès de l'histoire, même s'il avait à sa tête une direction contre-révolutionnaire et réactionnaire. Face à cela, les masses soviétiques ont écrasé le nazisme, développé l'Etat ouvrier et d'autres révolutions. Ensuite, elles ont écrasé Staline. Elles exprimaient ainsi une des

attitudes les plus intelligentes de l'histoire. L'Etat ouvrier est seul capable de produire cette intelligence, car il est le seul à pouvoir orienter la pensée de cette façon. Les relations sociales qu'il engendre permettent de créer de telles idées et une telle conduite.

La bureaucratie postérieure à Staline s'est trouvée con-frontée à l'élévation économique de l'URSS et à la structuration de sa puissance, de sa supériorité face au capitalisme. D'autre part, le développement même de l'économie posait la nécessité d'une coordination et d'une planification plus harmonieuses. La direction du Plan doit conduire celui-ci en harmonie avec les nécessités de l'Etat ouvrier. Sans cette harmonie, entre la nécessité et la planification, il se produit une paralysie. Le plan économique exigeait l'extension de l'Union Soviétique.

L'URSS doit s'étendre pour vivre, et elle doit s'harmoniser avec le reste du monde. Autrement, l'économie de l'Etat ouvrier stagne. Le développement de celui-ci n'étant pas seulement économique mais aussi social, il doit promouvoir et impulser la révolution. Tout en faisant l'apologie de la direction bureaucratique, Brejnev doit appuyer la révolution et non la contre-révolution. Il doit appuyer le Vietnam, l'Angola et Cuba, même s'il le fait au nom "de la paix et de la détente". Sans cet appui, ces pays auraient été écrasés par l'impérialisme.

Il n'en était pas de même à l'époque de Staline. Aujourd'hui, le développement se fait à l'opposé de l'époque de Staline. L'Etat ouvrier a besoin de s'étendre au monde entier pour vivre, sinon son économie stagne. Sa conduite politique est déterminée par cette nécessité.

Les partis communistes n'ont aucune expérience historique. Ils sont comme des enfants, vaillants et décidés, qui n'ont pas suivi les premières années scolaires et sont obligés d'assister aux cours supérieurs sans apprentissage antérieur. Ces cours supérieurs sont ceux de la lutte contre le système capitaliste: ils doivent se poser ce problème, sans apprentissage préalable. Ils n'ont eu aucune préparation à l'étape de Staline. Ils devaient s'adapter aux alliances avec le capitalisme. Le marxisme était absent, la rationalité ignorée, la dialectique méconnue.

Ce n'est que maintenant que les partis communistes sont en train d'apprendre à vivre ces problèmes. Les directions bureaucratiques ou conciliatrices des partis communistes n'ont pas les mêmes failles historiques que Staline, parce que la base, le prolétariat, le développement des rapports de forces mondiaux, sont favorables à la révolution. De toute évidence, l'humanité requiert les transformations sociales pour progresser.

Le vieux trotskysme devait envisager tout cela. Il ne s'est pas préparé pour comprendre tous ces problèmes. Il croyait à une politique, à un programme et à un objectif qui se sont démontrés irréalisables, entre autres "l'entrisme". On ne doit plus parler d'entrisme aujourd'hui. C'est une politique sans perspective et sans nécessité. Les rapports de forces sont clairs et catégoriques: capitalisme ou Etat ouvrier. L'affrontement se précise de plus en plus, système contre système.

L'Ethiopie n'a aucune importance sur le plan économique, elle produit du minerai, du café, certains autres produits agricoles. Mais elle est un centre d'influence révolutionnaire et un exemple pour l'Afrique. Elle n'est pas seulement un centre stratégique. Ce n'est pas juste de parler de la Mer Rouge, de la Corne d'Afrique, comme d'une zone stratégique. La mer est rouge car elle sert de voie de transport de la révolution socialiste.

Cette zone a une certaine importance stratégique, mais ce n'est pas cela qui décide. On n'est plus à l'époque des croi-sades. La stratégie navale ne s'établit pas seulement sur la mer, mais également au-dessus et en-dessous de la mer. Les sous-marins chargés de missiles peuvent envoyer un coup au derrière de Carter, en appuyant sur un simple bouton. Les So-viétiques eux-mêmes disent que la stratégie n'est pas déter-minée en fonction des unités navales, mais par la capacité à employer les armes atomiques. La mer a toujours une certaine importance, mais elle a perdu son rôle stratégique fondamen-tal, car une seule arme atomique suffit à détruire toute une escadre.

La Mer Rouge n'est pas un centre esssentiel de stratégie militaire. Par contre, elle est fondamentale pour la stratégie révolutionnaire. L'impérialisme escamote la réelle fonction de l'Ethiopie en disant que c'est un lieu stratégique militaire. Il s'agit d'un point stratégique révolutionnaire qui influence toute l'Afrique, alors que l'Ethiopie était un des pays les plus arrié-rés du continent. On peut imaginer le niveau culturel de ce pays par le fait qu'on enseignait dans les universités que la terre était carrée.

Le trotskysme a d'autres tâches à accomplir. La révolution progresse. L'appui donné par l'Etat ouvrier à l'Ethiopie, à l'Angola, au Vietnam, est un appui à la révolution. C'est un appui anti-capitaliste, même s'il est accordé bureaucratiquement. Les communistes sont prêts à s'allier avec n'importe qui, mais ils considèrent sans importance l'alliance de l'URSS avec l'Ethiopie, l'Angola ou Madagascar. Or, c'est justement le fait qu'elle ne peut plus s'allier avec le capitalisme qui définit aujourd'hui l'Union Soviétique.

Le trotskysme a une autre tâche à accomplir maintenant. Il s'agit d'une autre phase de la révolution permanente et de la révolution politique. On ne peut pas confondre Staline qui envoyait des tanks contre la révolution, et Brejnev qui envoie des tanks pour soutenir la révolution. Notre tâche est de mon-ter sur le tank qui va impulser la révolution, de discuter avec ceux qui le conduisent, et de leur dire s'il vaut mieux faire ceci ou cela. Il faut faire sauter les tanks contre-révolutionnaires.

La tâche du trotskysme est différente aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous nous appelons posadistes. La révo-lution politique ne constitue plus l'objectif. Le but est d'en finir avec le système capitaliste. L'objectif de Trotsky n'était pas de se venger de Staline, mais d'écartier l'entrave que celui-ci représentait pour le développement de la révolution. C'est ce qui est en train de se faire maintenant. Si notre fonction est nécessaire, c'est parce que les partis communistes et les Etats ouvriers n'ont pas de politique, ni de programme consé-quent. Ils ont des conceptions bureaucratiques, des conflits in-ternes qui les empêchent de poursuivre cette tâche sans inter-ruption. Cela permet au capitalisme de survivre, de causer beaucoup de dommages dans l'histoire, et d'en retarder le progrès. Les vieux trotskystes ne comprennent pas cela.

L'Amérique du Nord est un exemple de la lenteur du progrès historique. Il n'y a pas de parti ouvrier dans ce pays. Les syndicats sont dirigés par une mafia d'assassins. Le prolétariat n'a pas d'instrument politique, il ne peut donc s'exprimer et ce processus se fait plus lent.

En France, le parti communiste et le parti socialiste ont une volonté de combat, mais ils ont un

programme, des objectifs, une vie politique très limités. Ils doivent apprendre comment se développe le processus mondial de la révolution, comment se mène la lutte en vue du progrès. La plupart des partis com-munistes d'Europe sortent "l'eurocommunisme" (4) au moment même où il y a une centralisation croissante des luttes et du progrès de l'histoire. C'est absurde! C'est comme si Archimède faisait un trou dans sa baignoire pour laisser partir l'eau, avant d'en sortir pour crier Eurêka. Il aurait crié pour rien. Ces partis communistes crient pour rien, ils crient dans le vide.

Ce processus de l'histoire est porteur d'un progrès qui ne s'exprime pas dans "l'eurocommunisme", mais dans la centralisation, et la correction de la bureaucratie. Comment comparer Brejnev à Staline ou à Krouchtchev? Il faut voir qu'il y a trois points révolutionnaires dans la nouvelle Constitution Soviétique. Le premier dit que la fonction historique de l'Union Soviétique est d'étendre le socialisme à l'échelle mondiale, alors que Staline avait supprimé ce point établi par Lénine. Le second dit que l'Union Soviétique appuie tout mouvement de libération nationale et sociale. Le troisième dit que c'est le Parti et non le gouvernement qui détermine la politique de l'URSS. Cela va contre la bureaucratie. Comment rester insensible à un tel progrès? Il est limité, sans aucun doute. La fonction des syndicats y est ignorée, par exemple. Mais ces trois points l'emportent sur toutes les limitations.

Un autre aspect fondamental, c'est que lors de l'élaboration de la nouvelle Constitution, ils ont discuté le principe "à cha-cun selon ses besoins". Brejnev a été obligé de dire, en plein débat, que le moment n'est pas encore venu de poser ce principe. Il a dû se prononcer ainsi parce qu'un secteur très important de la direction propose d'appliquer ce principe dès maintenant. Brejnev était contre, mais il a simplement dit: "Ce n'est pas le moment", ce qui veut dire qu'ils discutent déjà de ce moment.

Le vieux trotskysme peut-il rester insensible à tout cela? Il doit sentir qu'il y a là un progrès, qu'il faut l'aider à acquérir des formes programmatiques. Il ne faut pas se consacrer à combattre la bureaucratie soviétique, mais à combattre le capitalisme. Cette avance va faciliter tous les changements et les progrès qui sont encore nécessaires en Union Soviétique et dans tous les autres Etats ouvriers.

Le vieux trotskysme ne discute pas tous ces problèmes. Il discute en fonction de préoccupations particulières d'un groupe ou d'un autre. Ils sont tous à un niveau politique très arriéré. En France, par exemple, le groupe de "Rouge" a convoqué une réunion avec tous les dissidents, qui sont des bandits, anti-soviétiques, anti-communistes. Ces individus ne représentent qu'eux-mêmes. Ils mesurent la démocratie en fonction de ce qu'ils peuvent dire ou non de façon personnelle, et non en fonction du progrès de l'Etat ouvrier.

L'Union Soviétique donne des armes à l'Indochine, au Mozambique, et affronte les Américains. On ne laisse certes pas parler des types comme Bahro en RDA. Mais ces idiots de Bahro et compagnie ne disent pas que c'est bien pour l'URSS et la RDA d'avoir appuyé la lutte contre l'impérialisme yankee. Ils disent seulement qu'on ne les laisse pas parler. Les masses allemandes disent : "Tant mieux pour nos oreilles..."

Le vieux trotskysme a abandonné sa fonction dans l'histoire. Nous ne sommes pas "le nouveau trotskysme", cela n'a rien à voir. Nous sommes la représentation consciente, pour au-jour'd'hui,

de l'instrument que fut Trotsky à son époque. Il faut se demander quelle est la fonction du trotskysme aujourd'hui, de la même manière qu'on se demande quelle est la fonction du léninisme.

Nous ne considérons pas que le léninisme soit dépassé, qu'il ne serve plus. Il est toujours complètement valable. Le pro-gramme et la tactique changent, mais la conception de Lénine se maintient intégralement. Ceux qui parlent de changer ne cherchent pas à changer la tactique ou le programme, mais Lénine lui-même! Lénine, c'est le parti qui a pris le pouvoir. Lénine, cela veut dire détruire le pouvoir capitaliste, éliminer tout pouvoir bourgeois, et construire les organes de direction du parti avec les masses. Ceux qui veulent des changements proposent le pluralisme, à la place de Lénine, c'est-à-dire une alliance entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est une chose irréalisable.

L'histoire ne peut progresser en combinant le socialisme et le capitalisme. Ce sont deux éléments antagoniques. L'histoire ne fonctionne pas ainsi. Croire cela est une chose insensée, une attitude ignorante du processus de l'histoire. D'où vient ce manque de logique, cette ignorance, de la part de gens qui ne manquent pas d'intelligence? C'est une peur devant le processus révolutionnaire de l'histoire, une peur sociale et non individuelle. D'autre part, c'est aussi le résultat du manque d'expérience historique du parti communiste. Notre fonction consiste à transmettre et à développer cette expérience.

Nous sommes des communistes qui ne sont pas dans le parti communiste. Mais nous devons accomplir la fonction que nous sommes en train d'accomplir, et nous ne pourrions le faire en entrant dans un parti communiste. Trotsky aurait pu être vice-président de l'Union Soviétique, mais alors il n'aurait plus été Trotsky. Il faut continuer cette tâche que menait Trotsky et pour laquelle il a été assassiné. Le vieux trotskysme ne s'est pas préparé pour cela, il n'a pas mené la vie politique, culturelle, programmatique nécessaire, et il garde toujours la vieille conception : "Et la révolution permanente?... et la révolution politique?..."

L'élimination de Staline fut un des points essentiels de la révolution politique. Le centre du pouvoir stalinien fut brisé. Nous ne sommes pas les concurrents des partis communistes, nous sommes communistes comme eux. Nous croyons qu'il est nécessaire de mener la politique que nous proposons. Mais le parti communiste a la force et le pouvoir. Il s'est structuré de façon empirique et opportuniste, et agit encore empiriquement. Notre devoir est de les aider, sans agir avec dogmatisme, mais comme des membres du parti communiste qui doivent accomplir cette fonction en dehors du parti. Autrement, nous ne pouvons pas l'accomplir. Nous devons augmenter notre capacité numérique et politique, afin de pouvoir exercer cette fonction.

L'Ethiopie n'a rien, absolument rien, et elle décide de former une armée de paysans. C'est un exemple repris directement de Trotsky. Trotsky a créé une armée de paysans basée sur le programme politique de transformations sociales. Comment ne pas ressentir une grande joie de ce fait que l'Ethiopie, qui a 1% de ce qu'a un pays comme la Grèce par exemple, adopte un programme pour construire le socialisme? Est-ce que les Ethiopiens ont une qualité supérieure? Est-ce qu'ils sont des hommes plus résolus? Non, c'est le résultat de la compréhension politique. Mengistu est un lecteur des maîtres, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et il observe l'expérience du monde. Beaucoup de dirigeants communistes et socialistes ne

lisent par contre rien du tout. Ils gardent toujours la mentalité d'un groupe.

Nous ne sommes pas un instrument de protection, nous sommes un élément nécessaire au progrès de la vie des partis communistes. Nous devons rester séparés d'eux, sans quoi nous ne pouvons accomplir cette tâche. Les vieux trotskystes pensent encore que l'objectif consiste à lutter contre la bu-reaucratie, pour la révolution politique, et ils considèrent que la révolution politique exige le renversement de la direction soviétique. Ils ne voient pas que la révolution politique se réa-lise quand les troupes cubaines vont en Angola et au Mozam-bique. La finalité de Trotsky n'était pas de se venger de Staline. Il voulait la révolution politique pour impulser la révo-lution mondiale. Ces vieux trotskystes ne voient rien de tout cela.

Je suis trotskyste depuis 1935. Je suis le seul qui s'est maintenu depuis l'étape du début du trotskysme. Tous les autres sont partis. Je suis d'origine ouvrière. Cette étape de l'histoire permet déjà au prolétariat d'accomplir la fonction de direction intellectuelle et programmatique, et de ne pas rester une force qui a simplement un grand poids social. Les diri-geants d'Angola, du Mozambique, font la même chose que nous. En lisant Samora Machel, on croirait parfois lire Posadas, ce n'est pas qu'il raisonne comme nous. Il en est de même pour Agostinho Neto ou les Vietnamiens. Ils font des raisonnements similaires aux nôtres et arrivent à une conclusion très impor-tante et très profonde, entre autres quand ils acceptent le principe "à chacun selon ses besoins". Ils l'acceptent parce qu'ils comprennent la possibilité sociale de l'appliquer, même sans en avoir les moyens économiques. Ceux qui croient qu'il faut d'abord créer des bases économiques suivent un raisonne-ment arriéré, individuel. Quand il existe une vie de parti qui exerce une influence communiste intense, on accepte comme quelque chose de logique le principe de la distribution "à chacun selon ses besoins".

Le vieux trotskysme ne comprend rien à cela, les partis communistes non plus. Ce sont les nouveaux communistes qui agissent ainsi. Cunhal, du Parti Communiste Portugais, par exemple, développe des idées très bonnes et très importantes. C'est un communiste qui vit les expériences. Nous ne sommes pas d'accord avec certaines de ses positions, mais il exprime un amour communiste supérieur à ce qu'expriment tous les au-tres dirigeants communistes. Le vieux trotskysme, ainsi qu'une partie du mouvement communiste mondial, ne compren-nent rien à cela. Ils considèrent le parti comme une source de pouvoir. Or, le parti n'est pas seulement un instrument pour le pouvoir, c'est un instrument pour le progrès de l'histoire dont fait partie la lutte pour le pouvoir.

Dans cette conférence que nous avons donnée, nous avons englobé tous les aspects de la lutte de classes, de la révolution permanente, de la régénérescence partielle, les perspectives et les conclusions. Ce ne fut ni une discussion, ni une polé-mique, mais un cours de marxisme. Nous avons montré le développement du cours mondial actuel jusqu'à la fin de la lutte contre le capitalisme, et la construction du socialisme, et quel est le devoir des partis, quel est le devoir du trotskysme, qu'il soit jeune ou vieux. Le seul fait de parler de "vieux trotskysme" indique une différenciation historique très impor-tante qui était présente dans le déroulement de la conférence.

La conférence a fait une analyse complète, une démonstra-tion du processus dialectique révolutionnaire de cette étape de l'histoire, des témoignages de ce développement et des

tâches qui en découlent. Elle a montré aussi la concentration du processus: le Mozambique, l'Algérie, l'Angola, la Chine, l'Indochine, Cuba, Madagascar, l'Ethiopie, la Libye, sont autant de développements révolutionnaires qui adoptent des formes d'Etats ouvriers ou qui sont sur le point de le devenir, et qui inaugurent un nouveau processus dans l'histoire. C'est une étape entre la révolution et l'Etat ouvrier, un pas intermédiaire. Ce n'est pas un processus qui marque un délai historique, mais le développement rapide des processus qui partent d'un niveau très arriéré et passent par une étape d'Etat révolutionnaire, dans le cours ascendant vers l'Etat ouvrier. Ils adoptent déjà des formes d'Etat ouvrier, sans en avoir déjà les bases. Ce problème ne se posait pas à l'époque de Trotsky. Il est nécessaire de l'interpréter pour pouvoir déterminer quelle est notre tâche face à cela.

La conférence a montré également comment se développe ce processus dans un rapport de forces favorable à la révolution. La définition d'Etat révolutionnaire que nous avons donnée à ce processus indique la qualité du programme, des tâches et des objectifs que nous devons atteindre. Aucun parti ne discute cela. La conférence a développé quelles sont les tâches que le trotskysme doit accomplir aujourd'hui.

J. POSADAS

3-4 Juillet 1978

Notes :

1. Cette Conférence sur le trotskysme a été réalisée en Grèce par J. Posadas, à l'invitation de l'Association des Juristes, et avec la participation de militants et de responsables du parti communiste.
2. Ben Khedda, Ferrat Abas et Ben Bella : dirigeants du FLN – voir le livre de J. Posadas 'L'Algérie, le processus révolutionnaire et la construction du socialisme', paru aux Editions Science Culture et Politique.
3. Tchang Kai Chek : issu du mouvement de Sun Yat Sen, il dirigea le Kuo Ming Tang, mouvement nationaliste bourgeois. Stalin voulut imposer une nouvelle alliance entre lui et le parti communiste en 1945. Mao Tse Toung et les communistes chinois refusèrent et prirent le pouvoir, et ils fondèrent la République Populaire de Chine en 1949.
4. L'Eurocommunisme : conception de certains partis communistes européens qui revendiquent une voie nouvelle, européenne, au communisme, qui est en fait en opposition à la théorie marxiste-léniniste sur les voies de construction du socialisme. Sur ce thème, l'auteur a écrit entre autres : 'La crise du capitalisme, l'eurocommunisme, et la nécessité de la société communiste', 19.10.1977.

Le prochain texte (No. 6) sera le dernier de cette série